



JANVIER
2024

« Jusqu'ici, tout va bien » ? Analyse croisée des cultures contestataires en France et en Allemagne

Florian STAUDT



Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0823-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : (à gauche) Berlin, 18 décembre 2023 : tracteurs agricoles devant la Porte de Brandebourg © Gerrit Ebner/Shutterstock.com ; (à droite) Paris, 15 décembre 2018 : 5^e manifestation des Gilets jaunes © William Lounsbury/Shutterstock.com.

Comment citer cette publication :

Florian Staudt, « “Jusqu’ici, tout va bien” ?

Analyse croisée des cultures contestataires en France et en Allemagne »,

Études de l’Ifri, Ifri, janvier 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Florian Staudt est chercheur en études européennes. Ses travaux portent sur les relations franco-allemandes et l'intégration européenne. Son parcours universitaire et professionnel l'a mené à Bruxelles, Paris, Washington D.C. et Buenos Aires. Récemment nommé responsable de l'éducation citoyenne à l'Office franco-allemand pour la jeunesse, il fait partie des conférenciers du réseau Team EUROPE DIRECT missionnés par la Commission européenne. Il intervient comme conférencier, modérateur d'événements divers et animateur de séminaires sur des thématiques relatives à la politique européenne.

Résumé

Les divers courants de contestation qui s'expriment en France et en Allemagne exercent une influence complexe sur la démocratie. La contestation revêt différentes formes ; elle assure une représentation politique et contribue à la formation de la volonté politique.

Les courants de contestation suivent des modèles différents en France et en Allemagne, ce qui rend difficile leur comparaison. Cependant, des similitudes et des différences se dégagent. D'une part, la domination exercée autrefois par les syndicats et les partis politiques sur les mouvements de revendication dans les deux pays a laissé place aujourd'hui à une diversification des profils sociaux des manifestants : si les individus diplômés y sont nettement surreprésentés, les mobilisations reflètent néanmoins une image plus large de la société. La pluralité des enjeux de mobilisation et la formation de mouvements politiques et sociaux illustrent également ce changement. D'autre part, les mouvements de contestation français et allemand se distinguent par leur force de mobilisation et par l'intensité des soulèvements, ainsi que par la place singulière qu'occupent les problématiques liées au système politique, à la situation économique et aux structures sociales dans l'expression du mécontentement.

L'Allemagne présente actuellement une tendance croissante à l'expression contestataire ; la France, quant à elle, voit certes baisser le nombre de manifestations, mais les épisodes de contestation y bénéficient d'une mobilisation soutenue. Le mouvement des Gilets jaunes, en particulier, a récemment suscité un large débat sur la justice sociale, les inégalités économiques, les questions environnementales et la fin de la démocratie représentative. Reste à savoir si la montée en puissance des contestations traduit un mécontentement général et une crise de la démocratie, ou témoigne plutôt d'un essor de la responsabilité citoyenne.

En tout état de cause, le fait que les dispositions contestataires se renforcent s'analyse en premier lieu comme l'expression d'un intérêt politique accru. Il est peu probable que nous assistions à un ancrage durable de certaines théories antidémocratiques dans l'ensemble de la société. En revanche, l'essor des discours populistes de droite et parfois de gauche remettant en cause la pertinence du système parlementaire constitue une menace bien plus sérieuse.

Rien ne laisse présager actuellement une radicalisation des mouvements de contestation en Allemagne. En France, en revanche, il existe bien un risque de radicalisation accru du fait de la forte mobilisation et de la dynamique de débordement. Le sentiment d'impuissance face à la

faible capacité d'influence politique est susceptible d'alimenter cette tendance. Aussi un dialogue sérieux sur un pied d'égalité s'impose-t-il pour que les citoyens regagnent leur statut de sujets de la politique. Car la participation n'est porteuse de sens et d'identité que si l'influence politique des citoyens est manifeste. Contestation et démocratie constituent les deux faces d'une même médaille ; leur association est indispensable au bon fonctionnement de la société.

Abstract

The influence of different protest cultures on democracy in Germany and France is complex. The protest takes various forms, serves as political representation, and contributes to the formation of political opinion.

The protest cultures in Germany and France are only partially comparable due to different patterns. Nevertheless, similarities and differences can be identified. In the past, both countries were dominated by trade unions and political parties in the protest landscape, while today, people from various social strata participate. Despite a clear overrepresentation of high levels of education, protest movements in Germany and France now reflect a broader societal picture. The diversity of protest themes and the formation of political and social movements also reflect this change. On the one hand, protest movements in Germany and France differ in the mobilization strength and intensity of protests, as well as in the influence of dissatisfaction generated by the political system, the economic situation, or social structures.

Currently, Germany shows signs of sustained or increasing protest readiness, while in France, although the number of demonstrations is decreasing, mobilization for individual protests remains at a high level. Notably, the Yellow Vest movement in France has sparked a broader discussion on social justice, economic inequality, environmental issues, and the end of representative democracy. The question arises whether the increasing intensity of protests indicates general dissatisfaction and a democracy crisis or is a sign of increased civic responsibility.

In any case, increased protest readiness can primarily be interpreted as expressing heightened political interest. The likelihood of a lasting anchoring of certain anti-democratic narratives in society is low. Much more dangerous, however, is the growing right- and, in some parts, left-wing populism questioning the necessity of the parliamentary system. Currently, there are no radicalization tendencies in protest movements in Germany, while in France, the risk of further radicalization exists due to high mobilization and escalation dynamics, particularly in the aftermath of the Yellow Vest movement and protests against pension reforms.

The feeling of powerlessness resulting from political impotence can significantly fuel tendencies toward radicalization. Therefore, a serious dialogue on equal footing is essential to empower citizens as subjects of politics. Participation is meaningful and identity-forming only when political influence is tangible. Protest and democracy are two sides of the same coin, indispensable for a functioning society.

Sommaire

INTRODUCTION	7
ÉVOLUTION DE LA CONTESTATION EN ALLEMAGNE	12
Des Allemands plus enclins à la « soumission » qu'au sursaut collectif ?	12
PEGIDA : le « souverain de la rue » contre « les élites »	14
<i>Querdenker</i> et <i>Coronaleugner</i> , le « dévoilement de la réalité »	15
De « Fridays for Future » à « Letzte Generation » : la cause climatique comme forme de contestation de la jeune génération	17
ÉVOLUTION DE LA CONTESTATION EN FRANCE	21
Le mécontentement, trait caractéristique de la culture politique française ?	21
Les Gilets jaunes, mouvement de la « diagonale du vide »	23
Mouvements pour le climat et l'environnement : les effets démultiplicateurs de la diversité sur la mobilisation et l'impact	26
État de la démocratie en Allemagne et en France, analysé au prisme des formes politiques de contestation	28
LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE, FACTEUR DE RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	34
OSER PLUS DE DÉMOCRATIE (CITOYENNE)	36
Au niveau européen	36
Au niveau intergouvernemental	37
Au niveau national	37
BIBLIOGRAPHIE	40

Introduction¹

*C'est un scandale, la démolition de cette maison, là,
Un vrai scandale. Qu'est-ce qu'il y avait avant, déjà ?
Tout le monde est à la manif, mais moi, je m'en fous*
Chanson de Betterov – « Viertel vor Irgendwas » (2020)

« Qui assure aujourd'hui la fonction qu'occupait hier le Parti ? Qui saura leur donner le sentiment d'être représentés ? » lit la comédienne tandis qu'en arrière-plan défilent des images de manifestations du Parti communiste français dans les années 1960. L'adaptation théâtrale de *Retour à Reims* de Didier Eribon, mise en scène par Thomas Ostermeier à la Deutsche Schauspielbühne de Berlin, rencontre un vif succès auprès du milieu politique et culturel berlinois, désireux de comprendre les ressorts profonds de la France. Les scènes d'incendie de poubelles, voitures et mairies dans les villes françaises sont encore dans tous les esprits. Mais la question rhétorique que pose Eribon sur la représentation politique trouve aussi un écho dans une Allemagne où les citoyens, s'estimant mal représentés par les partis politiques, expriment leur mécontentement en public par des voies de plus en plus radicales – tags sur la porte de Brandebourg à la peinture orange, aspersion d'un tableau de Monet avec de la purée ou montée à l'assaut des marches du Reichstag. La contestation est désormais une forme de participation démocratique bien établie, tant en Allemagne qu'en France. Elle se traduit par une diversité de phénomènes, de comportements et de thèmes, mais s'accompagne aussi, ces dernières années, d'une radicalisation croissante et de violents débordements.

La contestation constitue un phénomène social complexe. Il s'agit d'une « action collective et publique d'acteurs non étatiques, exprimant une critique ou une opposition et associée à la formulation d'une revendication ou d'un objectif social ou politique » (Rucht, 2001, p. 19). Elle utilise les outils numériques tels que les pétitions en ligne sur des plateformes de contestation comme Campact ou change.org, les campagnes de *hashtags* (notamment sur X, ex-Twitter) ou la diffusion de mèmes faisant accéder l'individu isolé au pouvoir de critiquer publiquement certains thèmes. Forme non conventionnelle de participation politique, la contestation se distingue des modalités institutionnalisées que sont par exemple le droit de vote, l'éligibilité ou le ralliement à un parti politique. Si ces formes

1. Le titre de la présente étude fait référence au film *La Haine* de Matthieu Kassovitz, qui s'ouvre sur une voix off décrivant la chute d'une personne qui se dit avant son atterrissage : « Jusqu'ici, tout va bien ». Il en suit les propos : « Mais l'important, c'est pas la chute. C'est l'atterrissage. »

institutionnelles sont ancrées dans la Loi fondamentale allemande et dans la Constitution française, le droit à la contestation découle d'une part des libertés fondamentales et des droits de l'homme garantis au niveau international², et d'autre part de la liberté de réunion consacrée au niveau national³. L'Allemagne (après la Seconde Guerre mondiale) comme la France (dans les constitutions qui se sont succédé à partir de la III^e République) n'ont pas inclus la liberté de manifester dans la liste des libertés civiles fondamentales – alors qu'elles consacraient par exemple la liberté de la presse et la liberté de réunion. Elles font toutes deux primer les exigences du maintien de la sécurité et de l'ordre intérieurs, instaurant une obligation de déclaration préalable du rassemblement. Il ne s'agit donc pas d'une liberté garantie, en dépit de la formulation de la Loi fondamentale allemande. La liberté de réunion se voit d'ailleurs soumise à des restrictions considérables dans les deux pays, notamment avec l'état d'urgence instauré en France après les attentats terroristes de 2015, et dans le cadre des mesures prises par l'État pour endiguer la pandémie de SARS-CoV-2⁴.

La contestation s'est établie dans les démocraties libérales comme un instrument nécessaire et légitime de l'expression générale des conflits, se situant dans un rapport⁵ de conditions et de tensions réciproques (Rucht, 2021, p. 20). En effet, elle offre une forme essentielle de participation politique en dehors des institutions politiques, dans la mesure où elle donne à entendre les préoccupations des personnes marginalisées et dominées, leur permettant ainsi de critiquer des règles et principes manifestement injustes ou dépassés. Cette visibilité contribue de manière décisive à ce que les groupes marginalisés soient perçus – et en premier lieu par eux-mêmes – comme des sujets politiques et accèdent ainsi à la sphère politique. La contestation revêt donc un caractère de démocratie fondamentale ou, en d'autres termes, de politique « par le bas ». (Neidhardt et Rucht, 2001, p. 28).

Néanmoins, la contestation peut se retourner contre ceux qui la pratiquent, engendrant désenchantement, frustration, désespoir, voire colère et haine envers le système politique dès lors que les revendications ne portent manifestement pas (ou plus) leurs fruits, les mouvements de contestation se muant en « sémantique qui s'auto-valide » (Tratschin, 2016) et en « pression pour se démarquer » (Türcke, 2002, p. 119). Outre

2. Art. 10 et 11 de la Convention européenne des droits de l'homme (Conv. EDH) ; art. 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ; voir aussi art. 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) des Nations unies.

3. Art. 8 al. 1 de la Loi fondamentale allemande (disponible en allemand et en français sur : www.cjfa.eu) et art. 6 de la loi allemande du 30 juin 1881 sur la liberté d'association.

4. Danielle Tartakowsky évoque à ce propos un « état d'urgence permanent » (Tartakowsky, 2021).

5. Ce rapport amène à considérer avec sérieux la classification de la contestation comme une forme non conventionnelle de participation politique par une grande partie de la communauté des sciences politiques. À tout le moins, la contestation sous forme de manifestation publique dans la rue doit être reconnue comme une composante complémentaire du discours politique au sein des institutions.

l'occasion de développer sa personnalité (par l'apprentissage et l'expérience de l'utilité de l'action), la contestation offre un moyen d'influencer les évolutions politiques et sociales (structures, règles, thématiques, objectifs, attitudes et comportements). Ainsi, la contestation ne se donne pas seulement pour objet de réformer les politiques en proposant un regard critique sur les projets politiques, en mettant en lumière les dysfonctionnements et en définissant les thématiques prioritaires. Elle entend également sensibiliser la société à la cause qu'elle soutient, voire se solidariser avec les opposants (effets de mobilisation). Il s'agit de créer des contre-publics et d'introduire des thématiques dans le discours public de sorte « [...] qu'on ne saurait les ignorer » (Nassehi, 2020, p. 82). Dans la course à la maîtrise de l'interprétation des informations et dans le but de légitimer ses propres revendications, les références à des événements historiques majeurs jouent également un rôle.

On ne saurait classer de manière normative les divers épisodes de contestations en « bonnes » ou « mauvaises » mobilisations. Outre le caractère subjectif d'une telle appréciation – la contestation d'un grand projet d'infrastructure est susceptible par exemple d'affecter de manière plus sensible les personnes dont la vie quotidienne se trouve directement concernée –, sa dichotomie ne rendrait pas compte de la diversité des effets de la contestation et de la complexité des processus démocratiques de négociation.

Les mouvements de contestation n'exercent pas seulement un effet de politisation et d'émancipation sur la société et sur leurs membres. Ils agissent aussi et surtout comme ferment de la démocratie. La démocratie parlementaire représentative qui régit aujourd'hui le système politique de nombreux pays trouve ses racines dans des mouvements de contestation historiques. Les révolutions bourgeoises ont joué un rôle décisif dans la genèse de ces mutations politiques, fréquemment marquée par la transgression des règles et le recours à la violence. La prise de la Bastille en 1789 et la mise à mort de Louis XVI en 1793 font figure d'exemples symboliques (Rudé, 1977). L'iconographie contestataire joue là un rôle majeur : citons *La Liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix en 1830, les lithographies à la craie réalisées lors de la révolution allemande de 1848, les manifestations pacifiques de 1989 scandées par le slogan « Wir sind das Volk » [« Nous sommes le peuple »] ou encore la pratique des manifestations du lundi en République démocratique allemande (RDA). Ces images, emblème de la lutte pour les libertés démocratiques, ont largement contribué à la création d'une identité collective. Aujourd'hui encore, les mouvements de contestation s'emparent de ces traditions et de leurs symboles, exploitant la thématique héroïque de la résistance pour la réinterpréter. Ainsi la Révolution française est-elle régulièrement invoquée

comme élément de légitimation par des mouvements qui revendiquent une continuité avec la celle-ci⁶.

L'histoire de la France et de l'Allemagne est émaillée de contestations d'intensité variable aux niveaux local, régional et national. Elle est aussi jalonnée de multiples manifestations transfrontalières : citons notamment l'opération de jeunes étudiants français et allemands qui font tomber les barrières au poste frontière de St. Germanshof-Wissembourg le 6 août 1950⁷ et les occupations de sites de construction de centrales nucléaires sur les rives du Rhin supérieur à Marckolsheim en France à l'automne 1974 et à Wyhl en Allemagne au printemps 1975 (Pohl, 2019). Ces exemples illustrent la portée constructive de mouvements de contestation qui, dès ces années-là, se jouent des frontières, cimentent des réseaux et débouchent sur un mouvement collectif – les contestations formant la genèse du mouvement antinucléaire en Allemagne et en France (Rucht, 1988, p.129) – phénomène que les moyens de communication actuels ont banalisé.

À considérer l'évolution des mouvements de contestation en Allemagne, qu'il s'agisse des agriculteurs mobilisés contre la suppression des avantages fiscaux pour le diesel agricole et les taxes sur les tracteurs, ou des grèves annoncées à la Deutsche Bahn, l'Allemagne apparaît comme un pays de revendications constantes, voire croissantes, là où la France enregistre une baisse numérique des manifestations. À Berlin, le nombre de contestations et de rassemblements déclarés a doublé au cours des quinze dernières années, atteignant un record de 5 360 manifestations en 2020⁸. Paris, en revanche, connaît une baisse avec près de 2 093 manifestations déclarées en 2019⁹. Ces chiffres ont de quoi surprendre de prime abord, tant l'image de la France est associée à des manifestations répétées. C'est que les manifestations, en France, sont souvent de grande ampleur : basées sur des thématiques larges (telles que la justice sociale), elles sont

6. Ainsi peut-on lire, lors du mouvement des Gilets jaunes et des manifestations contre la réforme des retraites : « Louis XVI, on l'a décapité. Macron, on peut recommencer », « Macron au bûcher » (tandis que l'on mettait le feu à une effigie du président) ou « Macron, tu nous prends pour des pions, maintenant subis notre révolution ». La place de la Concorde se voit rebaptiser « place de la Révolution », du nom qu'elle portait à l'époque révolutionnaire. La « casserolade », consistant à faire du bruit à l'aide d'une poêle ou d'une casserole, moyen de protestation publique de la classe moyenne et sorte de « tribunal populaire » (« On ne nous entend pas, donc il faut bien faire du bruit ! »), ou encore la révolte des Bonnets rouges en Bretagne, puisent dans l'histoire révolutionnaire et convoquent le bonnet phrygien des Jacobins comme emblème de leur opposition à l'écotaxe poids lourds prévue en 2013. La référence est double, évoquant non seulement le combat pour la liberté et l'indépendance lors de la Révolution, mais aussi la révolte des Bonnets rouges au cours de l'été 1675, soulèvement contre les nouveaux impôts imposés par Louis XIV pour financer la guerre de Hollande (1672-1678). À l'époque, les principaux foyers de rébellion se situaient en Bretagne, région à la longue tradition de contestation.

7. À l'issue d'une réunion du Conseil de l'Europe qui a vu les représentants des gouvernements nationaux rejeter l'Europe fédérale, les jeunes rassemblés réclament une Europe fédérale avec une citoyenneté européenne, un Parlement européen et un gouvernement européen.

8. Chiffres disponibles sur : www.tagesspiegel.de.

9. Chiffres disponibles sur : www.tfiinfo.fr.

fortement mobilisatrices¹⁰. Les salariés français font aussi plus souvent grève que leurs homologues allemands. Selon les données de l'Institut syndical européen (ETUI), la moyenne annuelle de jours de travail perdus en raison de grèves pour 1 000 salariés s'élève à 79 jours en France sur la période 2020-2022. En Allemagne, elle s'établit à 13. L'écart était encore plus marqué entre 2010 et 2019, la France enregistrant 127 jours et l'Allemagne, 17¹¹.

10. Au cours des quinze dernières années, la France a connu plus d'une douzaine de campagnes de manifestations, chacune rassemblant au moins 1,5 million de Français. À titre de comparaison, en Allemagne seuls les cortèges organisés par Fridays for Future ces dernières années ont dépassé le million de manifestants, avec 1,4 million de participants en septembre 2019.

11. Chiffres disponibles sur : www.etui.org.

Évolution de la contestation en Allemagne

Des Allemands plus enclins à la « soumission » qu'au sursaut collectif ?

La culture contestataire allemande s'est développée au sein de l'Empire allemand à partir de 1871. C'est à cette époque que la population s'initie à la manifestation et que la contestation politique gagne en ampleur (Warneken, 1986). Le mouvement ouvrier est aux avant-postes de cette évolution. Pourtant, les Allemands seront longtemps considérés comme « rétifs à la contestation » (Hutter & Teune, 2012, p. 9), attitude forgée par un attachement viscéral à l'ordre qui privilégie la stabilité à la soif de liberté et à la révolte¹². Cette image est déclinée avec humour dans l'histoire (prêtée à Lénine ou à Staline) des révolutionnaires allemands occupant une gare après s'être dûment acquittés d'un ticket de transport, métaphore d'une approche timorée de la transformation révolutionnaire. Les Allemands ont même pu être qualifiés de « soumis » (Almond et Verba, 1963, p. 362), s'adonnant à une activité politique formelle, s'intéressant davantage aux résultats politiques (*output*) qu'à la participation démocratique (*input*). Cette représentation s'explique par l'institutionnalisation rapide du mouvement ouvrier dans l'Allemagne d'après-guerre, les conflits se réglant de plus en plus par la négociation et la co-gestion (Müller-Jentsch, 2018).

Depuis les années 1970, le nombre de manifestations comme de participants augmente en Allemagne. Sans surprise, la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la RDA connaissent des évolutions très différentes. En RFA, la contestation devient un instrument ordinaire dans la confrontation politique. En RDA, en revanche, la lourde répression exercée par l'État rend la contestation moins visible et moins documentée. Après la réunification, les habitants de l'est de l'Allemagne sont surreprésentés dans les mouvements de contestation¹³ (Rucht, 2021, p. 35).

Les historiens distinguent des cycles de contestation en Allemagne. Deux épisodes auront été particulièrement notables (Hutter et Schäfer, 2020). Le premier, survenant au début des années 1980, accompagne les

12. L'archétype « deutsche Michel », tel que le représentent les caricatures républicaines lors de la révolution de 1848-1949, arbore souvent un bonnet de nuit qui tranche avec le bonnet phrygien. Contrairement à son voisin français, il est manifestement passé à côté des chances d'une révolution bourgeoise dans son propre pays.

13. Entre 1993 et 2015, les *Länder* de l'ouest enregistrent un taux de participation aux manifestations de 47 % ; à l'est, le taux est de 39 %.

« nouveaux mouvements sociaux » qui se déploient de 1960 à la réunification. Il est porté par les valeurs subculturelles, le mode de vie et les aspirations post-matérielles de la nouvelle classe moyenne, qui s'expriment dans des luttes contre le nucléaire et des combats pour l'autonomie, les droits des femmes, la paix, la mobilisation étudiante et la défense de l'environnement¹⁴. Une deuxième poussée se produit avec les attentats d'extrême droite qui marquent les années 1990¹⁵. Si l'Allemagne connaît depuis 2015 un niveau de contestation élevé et constant, on ne saurait par conséquent conclure à une période exceptionnelle de crise (Sommer *et al.*, 2021, p. 46).

Les thématiques migratoires, y compris dans leur déclinaison raciste et d'extrême droite, tiennent une place prépondérante dans le paysage contestataire allemand. Si les questions environnementales connaissent un regain de popularité depuis quelques années, la contestation liée aux politiques migratoires s'affirme avec une particulière netteté, notamment en Allemagne orientale, où le nombre de manifestations est environ deux fois plus élevé que dans les *Länder* de l'ouest. L'est de l'Allemagne voit en outre défiler davantage de cortèges populistes, d'extrême droite et xénophobes, manifestations au cours desquelles le niveau de violence progresse (Hutter et Schäfer, 2020). De nombreuses contre-manifestations, notamment les marches organisées à l'initiative du collectif #unteilbar [#indivisible] à partir de 2018, se déroulent à l'échelle nationale. Outre les thématiques migratoires et environnementales, le modèle capitaliste et la mondialisation font l'objet depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000 de contestations mettant notamment en cause l'impact des décisions économiques sur l'environnement et la justice sociale. Les manifestations anticapitalistes et antifascistes initiées par les militants de gauche se multiplient dans l'ouest comme dans l'est du pays (Rucht, 2021, p. 37). Les initiatives altermondialistes dominées par les classes moyennes et les universitaires (telles qu'Attac, le mouvement Occupy, les manifestations contre les accords commerciaux du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement [PTCI] et de l'Accord économique et commercial global [AECG] en 2016 et les manifestations contre le G7, le G8 et le G20) sont en revanche peu représentées en Allemagne orientale. Sans doute est-ce dû à un manque de regroupement

14. La reprise entre 1981 et 1983 des Marches de Pâques, qui réunissent un demi-million de participants, marque l'apogée de ce mouvement ; elles comptent parmi les plus grandes manifestations de l'histoire allemande d'après-guerre. Il faut attendre février 2003, avec les cortèges contre la guerre en Irak, pour voir une manifestation berlinoise de cette ampleur.

15. Les années 1990, marquées par l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile – à la suite de l'effondrement de la Yougoslavie et de la simplification des critères d'entrée pour les personnes originaires d'Europe de l'Est – voient le racisme gagner l'est et l'ouest du pays, avec une dynamique de pogroms et d'attaques racistes, et d'extrême droite dirigée contre des foyers de demandeurs d'asile et des résidences de personnes issues de l'immigration. Plusieurs incidents ont lieu à Hoyerswerda (septembre 1991), Rostock-Lichtenhagen (août 1992), Mannheim-Schönau (mai 1992), Mölln (novembre 1992) et Solingen (mai 1993).

local des milieux alternatifs de gauche : *a contrario*, un quartier tel que celui de Connewitz à Leipzig a pu être l'épicentre de telles mobilisations (*ibid.*). L'est de l'Allemagne se caractérise en revanche par une accentuation différente de la critique du système, en raison de la forte présence de groupes de droite. La critique politique de base des « vieux partis », de la « classe politique », du parlementarisme, des médias et des élites culturelles y est plus aiguisée, façonnant un « citoyen en colère » [« Wutbürger »], concept forgé à l'origine lors des manifestations contre le projet de construction « Stuttgart 21 » dans l'ouest de l'Allemagne (Marg *et al.*, 2013).

Actuellement, deux courants de revendications s'imposent comme emblèmes du paysage contestataire allemand : d'une part, les membres du mouvement PEGIDA, les *Querdenker* et les *Coronaleugner*¹⁶ ; d'autre part, le mouvement écologique *Fridays for Future*.

PEGIDA : le « souverain de la rue » contre « les élites »

La fondation, en octobre 2014 à Dresde, du mouvement PEGIDA (*Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes – Milieux européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident*) peut être considérée comme la renaissance des mouvements populistes de droite en Allemagne. PEGIDA est un mouvement xénophobe et nationaliste, axé sur la lutte contre l'immigration et l'islam. Renouant avec la tradition est-allemande des « manifestations du lundi¹⁷ », il opère un rapprochement entre la dictature en RDA et les conditions actuelles, se faisant le chantre de la résistance glorieuse contre des « élites politiques » qu'il s'agit de renverser (Hartmann et Leistner, 2019, p. 18-24). De 350 participants en octobre 2014, les cortèges organisés le lundi passent à près de 25 000 manifestants le 12 janvier 2015 à Leipzig, point culminant de la mobilisation. Actuellement, seules des « promenades » [« Spaziergänge¹⁸ »] régulières ont encore lieu à Dresde ; aucune structure de mobilisation pérenne n'a pu s'établir dans d'autres villes.

Au cœur de ces rassemblements figurent des discours à charge qui s'apparentent à une mise en scène symbolique de procès, faisant ainsi émerger une nouvelle forme de contestation. Le « souverain de la rue » fait office de tribunal autoproclamé qui inculpe, condamne ou acquitte, et menace de sanctions les « élites¹⁹ ». Cette forme de tribunal est perçue

16. Les *Querdenker* : adeptes de la « pensée alternative », mettant notamment en cause les mesures de lutte contre la pandémie de SARS-CoV-2 ; les *Coronaleugner* : mettant en doute la pandémie.

17. Emblématique en Allemagne orientale depuis 1989, le lundi était le jour des grands rassemblements qui ont ponctué la révolution pacifique.

18. Nom donné aux cortèges dans le contexte des mesures sanitaires restreignant la liberté de réunion.

19. En France, les « casserolades » ou « charivaris » contre la réforme des retraites au printemps 2023 suivent une tendance similaire. Ces rassemblements ont aussi pu être qualifiés de « suffrage universel mis en musique ». Plus d'infos sur : www.francetvinfo.fr.

comme une instance de décision politique alternative, qui évoque symboliquement un contexte révolutionnaire imminent. Parallèlement aux manifestations, PEGIDA s'est déployé dans les réseaux sociaux, rassemblant sur Facebook jusqu'à 160 000 abonnés, groupes qui ont pu être qualifiés de « forum à portée nationale de constructions alternatives de la réalité, catalyseur d'une brutalisation des échanges de vue politiques, nourri de ressentiment » (Langebach et Leistner, 2021, p. 368).

PEGIDA fédère différents groupes ; ses sympathisants sont issus de milieux politiques divers et animés de motivations variées. Des études quantitatives indiquent que le profil type du manifestant est celui d'un homme de plus de 45 ans, sans confession, doté d'une bonne éducation et d'un niveau de vie supérieur à la moyenne (Schenke *et al.*, 2018, p. 49-77). Tout en exprimant distance et méfiance à l'égard des institutions politiques, il se dit prêt à voter pour l'Alternative für Deutschland (AfD). Outre les concepts polémiques de « presse mensongère » [« Lügenpresse »] et de « traître à la patrie » [« Volksverräter »], qui évoquent la propagande nationale-socialiste des années 1930 et 1940, le mouvement manie les récupérations et les réinterprétations de l'histoire, notamment en reprenant à son compte le slogan de 1989 « Wir sind das Volk ».

Le mouvement PEGIDA illustre la radicalisation du « centre » de la société (Nachtwey, 2020, p. 81-89). Il a contribué à déplacer vers la droite les bornes du discours autorisé et à normaliser les positions correspondantes (Vorländer *et al.*, 2016, p. 145). Offrant des mécanismes d'autoprotection préventive face à la menace du marasme et à la peur insidieuse du déclassement, il témoigne d'une aspiration profonde à conserver les acquis et repères sociaux actuels. Les menaces qui pèsent sur le niveau de vie sont imputées aux bureaucrates de Bruxelles et à une prétendue surpopulation d'immigrés, tandis que les rapports sociaux de production et de répartition sont occultés (Lessenich, 2023, p. 94 et s.). Les partisans de PEGIDA ont à de multiples égards des affinités avec les mouvements ultérieurs que sont les *Querdenker* et les *Coronaleugner*.

Querdenker et Coronaleugner, le « dévoilement de la réalité »

Apparue en avril 2020, la mouvance des *Querdenker* et des *Coronaleugner* se manifeste par des rassemblements, des « promenades » et des actions de perturbation des campagnes électorales, notamment du parti écologiste (Speit, 2023a, p. 97). Le mouvement a atteint son apogée lors des manifestations organisées à Berlin en août 2020, qui ont vu défiler jusqu'à 38 000 participants – plusieurs centaines de manifestants parvenant à occuper les escaliers du Reichstag (Peitz, 2020). Avec la résorption de la pandémie de SARS-CoV-2, le mouvement a perdu de sa capacité de

mobilisation ; aujourd'hui, ses manifestations sont d'ampleur modeste et se cantonnent aux grandes villes et aux petites municipalités²⁰.

Pour mobiliser ses adeptes, le mouvement a recours à des plateformes « alternatives » telles que le service de messagerie Telegram et le portail YouTube. Il touche un large public issu de cercles divers, dont des communautés à la sensibilité ésotérique, alternative, anthroposophique et évangélique (Leistner et Stach, 2021, p. 389). C'est principalement dans certaines régions de l'est de l'Allemagne que le mouvement présente des tendances à la radicalisation, des groupes marginaux d'extrême droite donnant parfois le ton des propos contestataires des *Querdenker* (Speit, 2023a, p. 97 et s.) De nombreux *Coronaleugner* et *Querdenker* se retrouvent également dans le mouvement des *Reichsbürger*²¹.

Les *Querdenker* ont des profils hétérogènes voire discordants. Le sympathisant typique a en moyenne 47 ans ; il a souvent effectué un parcours universitaire. Le mouvement compte des détracteurs des mesures de protection contre la pandémie, des parents inquiets, des entrepreneurs et des adeptes de différentes théories du complot. Sur le plan politique, les partisans évoluent de la gauche vers la droite. Ainsi, lors des élections fédérales de 2017, 23 % d'entre eux auraient voté pour Bündnis 90/Die Grünen, 18 % pour Die Linke et 15 % pour l'AfD ; mais ils seraient prêts, lors du prochain scrutin, à voter pour l'AfD (Nachtwey *et al.*, 2020, p. 51). Certains ont déjà participé en 2014 aux *Montagsmahnwachen für den Frieden* [vigiles du lundi pour la paix], organisées à la suite de l'occupation de la Crimée par la Russie (Daphi *et al.*, 2014).

Initialement axé sur l'opposition aux mesures de protection prises par l'État lors de la pandémie, le mouvement a évolué vers une contestation du bien-fondé des mesures contre la crise climatique et du soutien politique et militaire à l'Ukraine (Speit, 2023a, p. 99). Les théories du complot des *Querdenker*, qui se sont exprimées lors d'une manifestation le 16 novembre 2023 sur la guerre au Proche-Orient, revêtent souvent une connotation antisémite. L'éventail de leurs revendications va actuellement de la défense de l'argent liquide à un « État libre de Palestine » en passant par le rejet de la politique climatique et énergétique (Speit, 2023b). Au cours des derniers mois, certains partisans ont pris part à des manifestations liées à la guerre en Ukraine, exigeant la levée des sanctions contre la Russie et l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine.

20. Le 5 novembre 2023, une manifestation rassemblant 200 personnes à Leipzig voit flotter des drapeaux de la Russie et du micro-parti d'extrême droite Freies Sachsen [« Saxe libre »], qui prône le « Sächit » et fait l'objet d'une surveillance par le service de protection de la Constitution du *Land* de Saxe. La dernière manifestation notable a eu lieu à Berlin en août 2023 et a rassemblé 4 600 personnes.

21. Les *Reichsbürger* [« citoyens du Reich »], au nombre d'environ 21 000, ne reconnaissent pas la République fédérale d'Allemagne, qu'ils dénoncent comme une « construction des Alliés » (Speit, 2023, p. 97). L'État procède régulièrement à des descentes de police contre l'organisation et a porté plainte, le 13 décembre 2023, contre des membres présumés.

Moins que par des contenus spécifiques, les *Querdenker* se caractérisent par le rejet d'un discours politiquement correct que dicteraient les élites du monde des médias et de la politique dans un mécanisme de « mise au pas » [« *Gleichhaltung*²² »] (Leistner et Stach, 2021, p. 390). Ils se voient en voix dissidentes formant un mouvement historique de quête de nouvelles « vérités » et se définissent en détenteurs d'un savoir alternatif²³ (Pantenburg *et al.*, 2021, p. 22-27). Aussi le mouvement a-t-il pu être qualifié de nouveau « type de contestation sociale : celui de la résistance épistémique » (Spiegel *et al.*, 2020, p. 20-26) et d'« expression d'une crise fondamentale de légitimité de la société moderne » et de ses institutions que sont les parlements, les partis et la presse (Nachtwey *et al.*, 2020, p. 61). Le mouvement des *Querdenker* s'est par ailleurs cimenté à la faveur de l'euphorie collective des grandes manifestations, dont les militants se sentaient animés par un même sens du devoir : celui de lutter contre une restriction inique des droits fondamentaux (Leistner et Stach, 2021, p. 390).

Le mouvement des *Coronaleugner* a donné naissance en juin 2020 au parti Basisdemokratische Partei Deutschland (dieBasis), qui compte désormais plus de membres que l'AfD²⁴ (Speit, 2023a, p. 98). Ses membres constituent une « nébuleuse d'adeptes de théories du complot, de populistes de droite, de militants anti-vaccins ésotériques et de gauche, et de citoyens anxieux » (Speit, 2021). Se réclamant d'un « consensus et d'une volonté de tout le peuple » transcendant les clivages et catégories politiques traditionnels²⁵, il ne joue néanmoins, jusqu'à présent, aucun rôle significatif dans le paysage politique allemand, et ne jouit pas d'une grande notoriété.

De « Fridays for Future » à « Letzte Generation » : la cause climatique comme forme de contestation de la jeune génération

L'Allemagne a vu étudiants et militants manifester pour réclamer des mesures plus efficaces contre le changement climatique, dans le sillage de mouvements internationaux tels que « Fridays for Future » (FFF). Le mouvement a suscité un large soutien et engendré des débats politiques sur la politique climatique. Les jeunes manifestants sont considérés comme crédibles car ils s'appuient sur une expertise scientifique et s'engagent pour défendre leur propre avenir (Klandermans, 1988, p. 173-196).

22. Référence au processus d'installation de la dictature nazie par élimination de toute opposition.

23. Aussi les adeptes du mouvement recourent-ils fréquemment à des analogies historiques, notamment avec la RDA, et s'identifient-ils aux révolutionnaires de 1989. Le thème de la dictature, par exemple la « dictature de la santé », est récurrent.

24. L'AfD compte 32 000 membres, dieBasis déjà 34 000.

25. Disponible sur : <https://diebasis-partei.de>.

Le mouvement FFF apparaît en décembre 2018 lorsque des lycéens, à la suite de la Suédoise Greta Thunberg, organisent des manifestations concertées dans le monde entier pour dénoncer la faiblesse des politiques climatiques. En Allemagne, le point culminant est atteint en septembre 2019 avec la troisième grève mondiale pour le climat, qui rassemble 1,4 million de manifestants dans plus de 500 villes à travers le pays. La pandémie marque un coup d'arrêt temporaire en mars 2020. Si le mouvement renoue avec les mobilisations pour le climat du début des années 2000, il met davantage l'accent sur les répercussions du changement climatique à l'échelle individuelle (Sommer *et al.*, 2020, p. 37). Contrairement aux mouvements précédents, il se caractérise en outre par une grande confiance dans la science (*ibid.*, p. 37). FFF ne se montre pas fondamentalement critique à l'égard du système²⁶ mais appelle à une mise en œuvre plus cohérente des accords de Paris sur le climat. Ses revendications portent aussi bien sur les changements de comportement individuels que sur des mesures structurelles nationales²⁷ et une transformation de l'ordre économique international.

Initiés avec une participation majoritairement jeune et féminine d'élèves relativement inexpérimentés, les rassemblements de FFF se transforment au fil du temps en une mobilisation plus large marquée par une plus grande diversité sociale²⁸ (même si elle reste extrêmement jeune au regard de la moyenne des mouvements de contestation²⁹). Le mouvement repose sur une structure décentralisée, qui organise des manifestations régulières et bénéficie du soutien d'associations environnementales établies. Moins présent dans l'est de l'Allemagne, FFF recrute principalement parmi les familles instruites de la classe moyenne.

FFF a développé une forte mobilisation en organisant régulièrement des manifestations d'envergure et des rassemblements tous les vendredis, ce qui lui a permis de gagner rapidement en visibilité dans les médias. La coordination interne se fait *via* le service de messagerie WhatsApp, la planification à l'échelle nationale essentiellement par des conférences téléphoniques ; des groupes de travail se chargent de mener les projets.

26. Les manifestants se situent majoritairement (à près de 83 %) à gauche (bien que la majorité ne s'identifie à aucun parti politique). Lors des dernières élections fédérales, 56 % auraient voté pour Bündnis 90/Die Grünen et 30 % pour Die Linke (M. Sommer *et al.*, 2020, p. 57 et s.). Ils affichent néanmoins une confiance stable et profonde dans la démocratie constitutionnelle et dans les élections en tant qu'instrument de participation politique (*ibid.*, p. 50), réservant leurs critiques au fonctionnement actuel des institutions nationales telles que les partis, les gouvernements et les parlements (Neuber *et al.*, 2020, p. 89).

27. Aucune proposition d'innovation institutionnelle n'a été formulée jusqu'à présent, à l'exception de la demande de conseils citoyens à la forme encore indéfinie.

28. Néanmoins, la majorité des participants est issue d'une classe moyenne au niveau d'instruction élevé voire très élevé, parfaitement intégrée dans la société et politiquement intéressée ou engagée, sans expérience directe de la migration (Sommer *et al.*, 2020).

29. Les mobilisations rassemblent habituellement en Allemagne des personnes âgées de 30 à 60 ans (*ibid.*, p. 51).

Au niveau local prévalent les principes de délégation et les décisions démocratiques prises par la base, ligne constante de FFF qui, jusqu'à présent, s'est refusé à mettre en place une structure formelle (*ibid.*, p. 108 et s.). S'agissant des canaux d'information, il est surprenant de constater que si les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la mobilisation, ils n'en représentent pas pour autant la principale source d'information pour les manifestants : plus déterminants sont les contacts personnels, notamment à l'école (*ibid.*, p. 41).

Hormis quelques actions de désobéissance civile³⁰, le mouvement n'enregistre aucun cas de violence. Si, dans certains endroits, la thématique du climat est reprise dans la politique locale³¹, les revendications politiques de FFF ne se sont guère mises en œuvre. Certains militants en éprouvent lassitude et frustration ; une frange envisage alors des formes d'action plus radicales, mais la majorité s'y refuse. En définitive, la radicalisation n'a pas lieu ; en revanche, « Extinction Rebellion » voit le jour à l'automne 2019 et « Letzte Generation » (LG) en août 2021. Si le premier de ces mouvements manque de substance, le second occupe désormais le créneau des revendications plus radicales en faveur d'un changement de système politique et économique ; il appelle à un virage pour sortir des ressources fossiles dans le respect de la justice sociale. De nombreux militants de LG étaient déjà engagés au sein de FFF.

LG privilégie la désobéissance civile (blocage de routes, tags sur des bâtiments publics, occupation d'infrastructures) afin d'attirer l'attention sur les conséquences de la crise climatique et d'établir les conditions pour mieux lutter contre celle-ci. Ces actions traduisent aussi un désespoir face à l'absence d'action politique. LG a développé une organisation stricte, avec un cercle de direction élargi et des groupes de travail au niveau fédéral, ainsi que des sous-groupes de travail, des équipes régionales et des groupes locaux³². Le mouvement a su mettre à son actif des accords avec les villes d'Hanovre, Marburg et Tübingen, dans le cadre desquels il a pu faire passer certaines de ses revendications : pérennisation du ticket de transport à 9 euros par mois, limitation de vitesse à 100 kilomètre par heure et création d'un conseil de société composé de membres tirés au sort³³. S'il attire des critiques de la part du grand public, le groupe n'en reste pas moins attaché aux principes démocratiques. Certains militants pour le climat prennent leurs distances

30. Blocage des locaux de Siemens à Brême par des militants du FFF et de Ende Gelände : « Fridays-for-Future-Demonstration vor Bremer Siemens-Filiale beendet » [« Fin de la manifestation "Fridays for Future" devant la filiale Siemens de Brême »], *Weser-Kurier*, 15 janvier 2020, www.weser-kurier.de.

31. Voir notamment les résolutions de conseils municipaux sur l'état d'urgence climatique, disponible sur : www.klimabuendnis-hamm.de, la participation à des parlements locaux de jeunes (Leipzig), à des conseils consultatifs de jeunes et à des alliances démocratiques (Zwickau), ainsi que la formulation et la mise en œuvre de plans climatiques à l'échelle locale (Rucht et Rink, 2020, p. 100).

32. « Die neuen Staatsfeinde », *Der Spiegel*, n° 34, 19 août 2023, p. 10.

33. « Städte machen Deals mit der 'Letzten Generation' » [Des municipalités concluent des accords avec Letzte Generation], *Süddeutsche Zeitung*, 6 mars 2023, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

avec les plus radicales des actions menées³⁴ et une partie de la société fait preuve de réactions de plus en plus agressives, mais le système démocratique n'est pas menacé par ses revendications, dont rien n'indique actuellement qu'elles vont gagner en intensité³⁵. Aussi n'est-il guère justifié de qualifier les membres de LG de « terroristes climatiques » et d'« ennemis publics » potentiels. Ces qualificatifs sont au contraire susceptibles d'attiser des tensions sociales, restreignant le champ pour faire émerger des débats constructifs.

34. « Neubauer kritisiert Proteste von 'Letzter Generation' » [« Neubauer condamne les actions de contestation de Letzte Generation »], *Deutschlandfunk*, 2023, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

35. Selon l'Office fédéral de la police criminelle, Letzte Generation ne présente aucune propension à l'extrémisme : « Keine Extremismus-Tendenz bei "Letzter Generation" » [« Pas de tendance extrémiste chez Letzte Generation »], *Tagesschau*, 2023, disponible sur : www.tagesschau.de.

Évolution de la contestation en France

Le mécontentement, trait caractéristique de la culture politique française ?

La culture contestataire se caractérise en France par une pratique profondément enracinée de la grève et de la désobéissance civile. Le large soutien de la population aux grévistes et aux manifestants reflète un mécontentement viscéral à l'égard des décisions politiques (Fettin, 1998, p. 99). Nombre de Français se considèrent comme des héritiers de la Révolution, et l'idée de révolution, symbole d'opposition radicale, est solidement ancrée dans la mémoire collective. C'est donc une extrême conflictualité qui semble régir les relations entre une partie de la société, les citoyens et l'État. La France traverse actuellement une crise profonde, caractérisée par une grande méfiance envers la démocratie sur fond d'émotions négatives à l'égard de la politique³⁶. En découlent une abstention croissante, une propension à la violence comme moyen d'expression politique et l'émergence de mouvements alternatifs et socialement hétérogènes tels que les Gilets jaunes.

La culture moderne de la contestation a été forgée en France par les événements de 1968, dont le cortège de manifestations étudiantes, de grèves ouvrières et de troubles sociaux a mené le pays au bord du chaos. Depuis le début des années 1970 (lycéens, étudiants) puis la fin des années 1980 (ouvriers et employés), les mots d'ordre et l'organisation des mobilisations sont souvent le fait de « coordinations » spontanées. Avec la vague de privatisations du début des années 1980, les syndicats établis ont considérablement perdu de leur poids. Contrairement à leurs homologues allemands, ils pâtissent d'une faible capacité de mobilisation qui les empêche de jouer leur rôle de médiateur entre les travailleurs et l'État ou les employeurs. Parmi les grands jalons des dernières décennies, citons les réformes des retraites (1995, 2010 et 2023), le mouvement de contestation contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, la « Manif pour tous »

36. 64 % des Français estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien. 72 % des personnes interrogées expriment des sentiments négatifs à l'égard de la politique (Tartakowsky, 2021). À titre de comparaison, selon une étude de la Körber-Stiftung, seules 54 % des personnes interrogées en Allemagne sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles ont moins ou peu confiance en la démocratie. Lire « Deutsche verlieren Vertrauen in ihre Demokratie » [« Les Allemands perdent confiance dans leur démocratie »], Körber-Stiftung, 2023, disponible sur : <https://koerber-stiftung.de>.

en 2013³⁷, les mobilisations liées aux questions migratoires (la dernière datant du printemps 2023) et à la situation des jeunes dans les banlieues, les manifestations contre le racisme et les violences policières (notamment en 2015) et contre la réforme du marché du travail en 2016, ainsi que le mouvement des Gilets jaunes et les mobilisations pour la cause environnementale et climatique. Les mobilisations historiques ont été portées par des syndicats, des artistes et des intellectuels dénonçant la répression politique, la censure et les injustices sociales – ou, plus récemment, soutenant la cause environnementale et climatique. C'est surtout avec l'émergence de conflits de société entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990 que la mobilisation a commencé, au rebours de la perception générale, à gagner la droite, portée surtout par le catholicisme politique (Tartakowsky, 2021). Actuellement, les mouvements de contestation portent sur un large éventail de thématiques, allant des réformes du droit du travail aux questions environnementales et climatiques, en passant par l'immigration.

Les thématiques qui structurent la culture contestataire française englobent souvent la justice sociale, la transformation politique et la protection des droits individuels. Sont généralement visés le néolibéralisme, la dérégulation et le démantèlement de l'État-providence. Les facteurs de déclenchement des mobilisations sont donc souvent des projets politiques tels que le relèvement de taux de taxation, la fermeture de grandes entreprises et d'établissements de services publics et hospitaliers, ou encore la perte d'acquis sociaux. L'essor de la communication numérique conduit, comme en Allemagne, à des mobilisations coordonnées se greffant parfois sur des mouvements ou événements internationaux, et menant donc à des manifestations à la capacité d'évolution rapide, qui peuvent se développer parallèlement de part et d'autre du Rhin. Ainsi de l'essor des mobilisations de victimes de racisme et de sexisme (avec l'effet domino du mouvement « Black Lives Matter » provoqué par la mort violente de Georg Floyd en 2020, ou le parallélisme de #metoo en 2017, #aufschrei en 2013 et #balancetonporc en 2017). Cette porosité s'observe aussi dans le cadre des conflits et crises internationaux tels que la guerre au Proche-Orient et les manifestations de solidarité tant pour Israël que pour la Palestine.

La rue, prise comme une institution à part entière, tient une place centrale dans le rapport de force entre l'État et les citoyens ; elle est porteuse de connotations aussi bien positives que négatives : d'une part la révolution, d'autre part la masse dans laquelle l'individu risque de perdre son esprit critique (Le Bon, 1895). Mais depuis 2003 et l'affirmation du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin que « le Parlement doit décider, la rue doit défilé, mais ce n'est pas la rue qui gouverne », l'exécutif entend

37. Mouvement qui a donné naissance deux ans plus tard à un parti du même nom, certes essentiellement motivé par des raisons fiscales.

s'imposer politiquement. Le postulat selon lequel « le pouvoir politique gouverne, la rue manifeste » régit depuis lors l'action des gouvernements successifs³⁸. Les mobilisations essuient régulièrement des revers, qu'elles mobilisent la droite (« La Manif pour tous ») ou la gauche (réforme des retraites). Le renforcement considérable de l'exécutif avec le passage du septennat au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral ont affaibli la « démocratie contestataire ». Les Gilets jaunes sont le premier mouvement de contestation depuis un quart de siècle à avoir obtenu d'un gouvernement le retrait d'une mesure de politique sociale.

Les Gilets jaunes, mouvement de la « diagonale du vide »

La mobilisation des Gilets jaunes a pu être taxée par certains de cohorte d'abrutis, quand d'autres la célébraient comme un soulèvement populaire émancipateur et un exemple sans précédent de contre-pouvoir démocratique³⁹. Ses revendications pour un meilleur pouvoir d'achat et l'abolition des privilèges lui valent d'être comparée à des événements tels que les jacqueries⁴⁰ ou les journées de 1848 (Paoli, 2019, p. 19).

Né en France en novembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes est une mobilisation sociale et politique rythmée par des rassemblements le samedi, principalement aux ronds-points de zones périurbaines, et des manifestations d'envergure dans les grandes villes. Si ses revendications sont appuyées par près de 75 % de la population, il ne compte qu'un demi-million de participants (Guerra *et al.*, 2019, p. 2). Le mouvement tire son nom des gilets jaunes revêtus par ses participants lors des rassemblements. L'élément déclencheur de la mobilisation est l'introduction par le gouvernement d'une hausse des taxes sur les carburants en vue de respecter les objectifs environnementaux, mesure perçue par beaucoup comme une charge injuste pour les classes à faibles et moyens revenus.

Initié par des actions spontanées de citoyens issus le plus souvent de zones rurales et périphériques, qui s'opposent à la hausse des prix du carburant et à des politiques économiques jugées inégalitaires, le mouvement ne tarde pas à se muer en un soulèvement social plus large contre les inégalités sociales, les faibles revenus, le coût de la vie et les orientations politiques perçues comme privilégiant les élites. Le mouvement atteint son apogée en décembre 2018, lorsque des dizaines

38. Thème repris par le président François Hollande lors des manifestations contre la loi pour le « mariage pour tous » : « On ne fait pas une loi en fonction du nombre de manifestants, sinon ce serait la rue qui déciderait. »

39. Voir les caricatures de Xavier Gorce et lire : Batigny et Gorelick, 2020, p. 856-865 ; Camell Galí *et al.*, 2020, p. 866-876.

40. Apparus au XV^e siècle, soulèvements paysans répétés et dépourvus de chefs contre la pression fiscale.

de milliers de personnes, dans toute la France, descendent dans la rue pour exprimer leur opposition au président Emmanuel Macron et au gouvernement. La mobilisation s'accompagne de violents affrontements, les émeutes causant d'importants dégâts. Les revendications des Gilets jaunes vont d'une baisse des taxes sur les carburants à une réorientation radicale de la politique économique et sociale, en passant par une hausse des minima salariaux.

Si le mouvement des Gilets jaunes a disparu en tant que tel de la scène politique, il l'a fortement marquée et ses revendications continuent d'influencer le débat politique. Il a contribué à y introduire des réflexions plus larges sur la justice sociale, les inégalités économiques, les questions environnementales et la fin de la démocratie représentative. Le mouvement s'est catégoriquement opposé à toute récupération politique par les partis, faisant en revanche entendre à plusieurs reprises des appels en faveur du référendum d'initiative citoyenne et de la démocratie directe.

De par leur force de mobilisation, les Gilets jaunes se sont imposés comme l'un des plus puissants mouvements nationaux des XX^e et XXI^e siècles orchestrés sans la tutelle centralisatrice des syndicats (Tartakowsky, 2021). Ils ont obtenu d'Emmanuel Macron l'annulation de la hausse des taxes sur l'essence et le diesel, la réduction des tarifs des péages, l'augmentation du salaire minimum, l'allègement de la pression financière pesant sur les retraités et le lancement d'un « grand débat » au printemps 2019.

Les Gilets jaunes sont issus d'un large spectre social comprenant ouvriers, employés de petites entreprises, travailleurs indépendants, travailleurs non syndiqués, chômeurs, salariés en situation de précarité et soignants – brassage professionnel revendiqué comme gage du caractère authentiquement populaire de leur révolte (Paoli, 2019, p. 72). Géographiquement, le mouvement s'est déployé dans la « diagonale du vide » allant de la Meuse aux Pyrénées, soit au sein de territoires sous-dotés en services publics. Le mouvement est large, inclusif et décentralisé, à l'image de la révolte des Bonnets rouges de 2013 dont les acteurs venaient d'horizons politiques très divers. Un quart des participants interrogés se dit très intéressé par la politique, soit davantage que la moyenne des citoyens français qui s'établit à 10 % (Guerra *et al.*, 2019, p. 3). Près de la moitié des militants indique n'avoir jamais manifesté ni fait grève auparavant (Righi, 2022, p. 91). La majorité, entre 40 % et 60 % selon les enquêtes menées au cours des manifestations, ne se reconnaît pas dans le clivage gauche-droite⁴¹. Les autres se répartissent entre 40 % de sympathisants de gauche et 15 % de sympathisants de droite (Righi 2022, p. 89). Les participants affichent un sentiment d'identité marqué par la politique ; ils se trouvent menacés de déclassement social et sont issus de différentes couches sociales (Wahl, 2019, p. 7). Sur le plan sociologique, ils ont en commun des

41. Ce qui explique peut-être le choix, avec le gilet jaune, d'une couleur politiquement neutre en France.

conditions professionnelles difficiles, comme le travail de nuit, les bas salaires et les faibles perspectives de carrière. De plus, habitant fréquemment dans des zones rurales ou périurbaines, ils sont souvent étroitement dépendants de leur voiture (Blavier, 2021) et consacrent donc une part importante de leur budget aux frais de carburant.

Les Gilets jaunes constituent depuis 1968 le premier mouvement à présenter de manière proactive un contre-projet face à la politique gouvernementale, en élaborant des revendications plutôt que de se cantonner à une réaction défensive (Tartakowsky, 2021). Exprimant une indignation générale face aux dysfonctionnements sociaux et au déficit démocratique, ils élèvent la voix contre les mesures gouvernementales combinant allègements fiscaux et baisse des dépenses sociales, pour mettre en avant le récit collectif d'un « peuple souverain » et du soulèvement des « laissés pour compte » contre une élite jugée corrompue (Guerra *et al.*, 2019, p. 4). Le scepticisme à l'égard des élites politiques et des formes instituées de représentation, particulièrement prononcé en France, était déjà plus marqué qu'en Allemagne (Heidenreich, 2014, p. 55). Le mouvement rejette ainsi toute forme de représentation (porte-parole, structure organisationnelle). Les 42 requêtes qu'il expose comprennent une meilleure justice fiscale, l'augmentation du salaire minimum et des petites retraites, la réduction des indemnités des députés, la démission du président et l'introduction de « référendums à l'initiative citoyenne » (Wahl, 2019, p. 20). Ainsi se dessine un agenda démocratique radical : si l'hétérogénéité du mouvement fait émerger des oppositions entre différentes sensibilités politiques, notamment sur le thème de l'immigration (Righi, 2022, p. 19), un rejet clair de toutes les institutions politiques et médiatiques se dégage, avec une insistance sur la participation directe des citoyens aux décisions. Aussi le mouvement fait-il figure de contrepoids aux structures habituelles de représentation que sont les partis, les syndicats et les médias.

Le mouvement des Gilets jaunes se distingue des mobilisations classiques par ses formes d'action et ses structures internes. Ses actions comprennent l'occupation de ronds-points à l'extérieur des villes (« territoire de chez soi ») et des manifestations dans les centres-villes (« territoire de l'autre »), parfois marquées par des tensions, voire une montée de la violence. Il regroupe des individus peu rompus à la mobilisation sociale et des sympathisants peu organisés qui ne tardent pas à adopter une posture de militants. Comme souvent dans les manifestations, les rassemblements font la part belle à *La Marseillaise*, symbole d'une résistance commune à un pouvoir injuste. Facebook sert d'outil de mobilisation et de plateforme de communication au mouvement.

L'Allemagne connaît quelques mouvements de solidarité avec les Gilets jaunes français dans les régions frontalières et dans des grandes et petites villes, sans que la mobilisation connaisse un réel succès⁴². Un groupe Facebook spécifique, « Gelbe Westen deutschlandweit » [« Gilets jaunes allemands »], comptera jusqu'à 30 000 membres⁴³. S'y expriment diverses revendications : démission de la chancelière Angela Merkel, pacte mondial sur les migrations de l'Organisation des Nations unies (ONU), légalisation du cannabis, etc. La sympathie pour l'AfD se trouve surreprésentée dans les profils des participants⁴⁴. L'AfD se fait le relais de ce mouvement au Bundestag et dans les parlements régionaux, et des organisations d'extrême droite telles que PEGIDA organisent des manifestations de soutien. À l'instar du mouvement hexagonal d'origine, les rassemblements allemands comptent néanmoins dans leurs rangs des partisans de l'extrême gauche, qui saluent les revendications des manifestants français⁴⁵.

Mouvements pour le climat et l'environnement : les effets démultiplicateurs de la diversité sur la mobilisation et l'impact

Comparées au mouvement allemand de FFF, les mobilisations climatiques en France se distinguent nettement par leurs revendications, la structure sociale et les convictions politiques des manifestants. Les profils sociaux des participants et leurs attitudes vis-à-vis des institutions publiques et de la société civile, ainsi que les revendications spécifiques du mouvement, sont influencés par les positions politiques diverses des manifestants et par les mesures déjà prises au niveau national (Sommer *et al.*, 2020, p. 68). De plus, les mobilisations pour le climat donnent rarement lieu à des initiatives indépendantes : elles s'articulent la plupart du temps avec des thématiques

42. Les cortèges les plus importants étant à Stuttgart, où près de 800 personnes défilent en février 2019 : « Gelbwesten gegen Diesel-Fahrverbot », *Badische Zeitung*, 3 février 2019, disponible sur : www.badische-zeitung.de. Parmi les autres épisodes, en décembre 2018, 60 manifestants français et allemands défilent à Kleinblittersdorf, à la frontière avec la France : H. Lehmann, « Gelbe-Westen-Demo in Kleinblittersdorf », *Saarbrücker Zeitung*, 2 décembre 2018, disponible sur : www.saarbruecker-zeitung.de ; des gilets jaunes sont accrochés sur des ponts d'autoroute à Dessau-Roßlau en novembre 2018 : « Protestbewegung in Region angekommen? Gelbe Westen hängen an Autobahnbrücken der A9 », *Mitteldeutsche Zeitung*, 28 novembre 2018, disponible sur : www.mz.de ; des cortèges d'une vingtaine de personnes se constituent à Heilbronn, Dortmund et Aix-la-Chapelle en décembre 2018 : V. Vu, « Hundert gelbe Westen », *Zeit Online*, 18 décembre 2018, disponible sur : www.zeit.de.

43. Près de 19 300 membres actuellement.

44. « "Gelbe Westen": Aufrufe zu Protesten jetzt auch in Deutschland », *Badische Zeitung*, 29 novembre 2018, disponible sur : www.badische-zeitung.de.

45. S. Wagenknecht, fondatrice de la coalition de gauche « Aufstehen », qui après avoir quitté le parti Die Linke a annoncé la création de son propre mouvement politique « Bündnis Sahra Wagenknecht », (<https://buendnis-sahra-wagenknecht.de>) et organisé un rassemblement de 200 personnes à Munich.

et actions issues d'autres courants (par exemple le colonialisme ou l'intersectionnalité).

Ces dernières années, les militants français pour le climat (organisés autour de Youth for Climate) ont eu recours à différentes formes de désobéissance civile pour susciter l'attention sur les questions environnementales, notamment en organisant des grèves climatiques et des *sit-in* dans des entreprises telles qu'Amazon ou Monsanto, ou dans des banques comme BNP Paribas et la Société Générale, qu'ils accusent de financer des énergies sales (Lecoivre, 2023, p. 81). Les actions se multiplient sur le terrain et l'engagement de citoyens auparavant peu politisés prend de l'ampleur, contribuant à l'essor d'organisations telles que Greenpeace, les Amis de la Terre (branche française de Friends of the Earth), Attac ou France Nature Environnement. Ces organisations appellent à une remise en question radicale de l'ordre économique et social actuel, militant pour introduire des changements systémiques.

Au sein de la mouvance écologique, les différents groupes se distinguent par leur degré de radicalité. Si peu de militants sont issus de la classe ouvrière, tous partagent le constat que les problèmes écologiques et sociaux sont liés. Des initiatives comme Alternatiba, fondée en 2013, et Action non violente-COP21 (ANV-COP21) s'attachent notamment à modifier les habitudes de la vie quotidienne en collaborant avec les municipalités. En dépit de leurs efforts, les changements obtenus sont considérés comme insuffisants par les militants, dont certains s'engagent dès lors dans des voies plus radicales, rejoignant notamment la « ZAD » (zone à défendre) créée pour s'opposer à la construction du grand aéroport de Notre-Dame-des-Landes en Bretagne, ou faisant leurs revendications des Gilets jaunes opposés par principe aux négociations et visant un changement fondamental de système (Lecoivre, 2023, p. 81).

Devant l'urgence écologique, de nombreux groupes de militants étoffent en outre leur répertoire d'actions, s'engageant notamment dans des poursuites judiciaires, des manifestations, des grèves, des *sit-in* et des actes de sabotage. Les barrages routiers s'imposent comme un instrument privilégié de désobéissance civile, à l'initiative des militants de Dernière Rénovation (qui ont recours par ailleurs à des perturbations d'événements divers : émissions politiques à la télévision, matchs de football, représentations d'opéra) ; comme les militants de Letzte Generation en Allemagne, ils portent des gilets orange – qui les démarquent aussi des Gilets jaunes – et aspergent de peinture orange les façades de bâtiments⁴⁶. Depuis la mi-2022, les actions se recentrent cependant sur une seule revendication, la rénovation énergétique des bâtiments. À la différence du plaidoyer de Letzte Generation, largement polarisé sur la question des sources d'énergie, la réflexion en France porte essentiellement sur la

46. La dernière action en date est l'aspersion de la pyramide de verre dans la cour intérieure du Louvre.

dimension sociale. De nombreux militants ressentent une grande frustration face à l'absence manifeste de retombées de leurs actions (marches pour le climat, vote, pétitions). La désobéissance civile leur apparaît comme le dernier ressort pour faire entendre leurs inquiétudes. Étonnamment, ces actions suscitent moins d'attention de la part des médias que celles de leurs homologues allemands. Pourtant, certaines aboutissent. Ainsi de la campagne lancée à l'appel des Soulèvement de la Terre, avec le rassemblement le 25 mars de près de 6 000 personnes pour protester contre la privatisation de l'eau à Saint-Soline, et les effets néfastes sur l'environnement du recours par l'agro-industrie à des méga-bassines permettant de sécuriser l'irrigation. Forte d'une large solidarité de la population et du soutien des milieux scientifiques et intellectuels, l'alliance remporte un succès inédit pour les militants écologistes qui en France, malgré leur engagement et leurs actions, obtiennent des taux de mobilisation nettement inférieurs à ceux d'autres mouvements⁴⁷ – faiblesse due notamment aux divergences des partis de gauche. Ces discordances empêchent pour l'heure le mouvement de se constituer en force pérenne. Si des tentatives sont en cours pour réactiver la dynamique de 2019 et mettre en place de nouvelles structures, notamment à l'approche des élections européennes, les observateurs se montrent critiques, soulignant le manque de stratégie du mouvement et le fait que son organisation repose souvent sur quelques individus. Sa viabilité dépendra de la mise en place d'un programme coordonné sur le long terme.

État de la démocratie en Allemagne et en France, analysé au prisme des formes politiques de contestation

La contestation qui se manifeste en France et en Allemagne exprime de façon différente, dans les deux pays, un mécontentement politique. On observe des similitudes, notamment s'agissant de l'essor des mouvements contestataires grâce à la simplification des échanges et à la professionnalisation, mais aussi des différences notables. Dans les deux pays, les mobilisations trouvent leur origine dans un désaccord avec les décisions prises par les représentants du peuple dans différents domaines politiques. Les contestataires expriment une profonde insatisfaction à l'égard de la pratique concrète de l'exercice du pouvoir démocratique et des structures de représentation (même si le respect de la démocratie figure moins en tant que tel dans les motifs invoqués en Allemagne). Dans les deux pays, on retrouve également un référentiel populiste à travers l'exaltation d'une « volonté populaire » unanime, conçue comme matrice

47. Les rassemblements des Gilets jaunes, les cortèges contre la réforme des retraites ou, plus récemment, les manifestations de solidarité avec les habitants de Gaza ont été, selon les chiffres des organisateurs, nettement plus mobilisateurs.

d'une construction identitaire collective. Les cultures contestataires reprennent (en partie) des thèmes, des formats d'action et des méthodes de prise de décision basées sur la démocratie participative, et les placent dans le contexte national, avec des variations dans les points de vue et les structures. La critique que formulent ces mouvements ne doit pas pour autant être considérée comme une aliénation générale : elle marque plutôt l'expression d'un intérêt renouvelé pour la politique. La majorité des manifestants peut être classée parmi les « critiques confiants » (« *confident critics* » – Daphi *et al.*, 2021, p. 440-468). La minorité puise parmi les « critiques désabusés » (« *disenchanted critics* »), dont le profil évoque plutôt les « mouvements d'indignation » politiques (Ullrich, 2015, p. 8) et qui affichent une confiance nettement plus faible envers les institutions politiques voire une franche hostilité à l'égard de la démocratie.

Les manifestations mobilisent aussi bien la gauche que la droite. La première apparaît plus encline à s'opposer, animée par des thématiques relevant de la justice sociale : augmentation des salaires et des retraites, redistribution et système fiscal plus équitable. L'électorat conservateur et bourgeois, quant à lui, défend des valeurs liées à la représentation traditionnelle des rôles, mais s'engage également en faveur de la protection de l'environnement dans le sens de la préservation de la nature. Le soulèvement de « citoyens en colère », décliné en Allemagne par les « Wutbürger », attire aussi en France des individus issus du milieu bourgeois et des petites entreprises, que la peur du déclassement et les déconvenues poussent à s'exprimer, parfois violemment. L'élément fédérateur n'est alors pas tant une revendication concrète qu'une attitude commune vis-à-vis des médias, des élites et du système politique et représentatif⁴⁸. L'extrême droite, quant à elle, met à profit la contestation comme moyen de gagner en visibilité politique, surtout dans le contexte de la migration.

Les militants sont unis par l'émotion et le sens du collectif que procure la défense d'une cause commune. Les mouvements contestataires jouent de références historiques, de symboles nationaux et de marques de la vie ordinaire, choisissant certains jours de la semaine, imposant certaines tenues vestimentaires, lançant des slogans ou reprenant l'hymne national. Cependant, l'Allemagne et la France présentent aussi des différences notables, et tout d'abord en ce qui concerne la force de mobilisation et l'intensité des courants contestataires. Les aspects politiques, la situation économique et les structures sociales des deux pays façonnent de façon contrastée l'expression de l'insatisfaction⁴⁹. Discours de haine contre les responsables politiques, émeutes et répression par les forces de l'ordre sont

48. Associant ainsi habitants de régions reléguées et résidents des régions prospères. Pour un éclairage sur le contexte allemand : Manow, 2023.

49. Ce qui explique aussi pourquoi le mouvement des Gilets jaunes n'a pas trouvé le même retentissement en Allemagne qu'en France.

plus répandus en France. Une autre disparité réside dans le rôle et le poids des institutions intermédiaires telles que les syndicats, les partis politiques et la société civile organisée. La France connaît un moindre niveau de dialogue social structurel entre syndicats et employeurs : les grèves politiques et les actions à forte visibilité y sont plus fréquentes. À la différence des syndicats français, animés par des convictions politiques et idéologiques, les syndicats unitaires allemands respectent une stricte neutralité et présentent ainsi une force mobilisation plus importante⁵⁰. Le pouvoir institutionnel des syndicats français résulte de la forte couverture des conventions collectives, qui est plus élevée qu'en Allemagne⁵¹. En Allemagne, les représentants des travailleurs s'organisent par secteur⁵² et les négociations collectives menées dans le cadre de partenariats ont une portée plus modeste et moins généralisée. L'Allemagne proscrit les grèves politiques ; seuls les syndicats y sont autorisés à mener une grève collective, là où la France, qui a consacré la grève comme droit de l'homme, reconnaît une grève dès lors que deux individus cessent de travailler⁵³. Cette différence est loin d'être négligeable quand il s'agit de comprendre la culture contestataire de part et d'autre du Rhin. Elle renseigne sur la façon dont la société perçoit et valorise le dialogue social, la négociation et le compromis dans la vie sociale et politique.

Dans les deux pays, les échiquiers politiques sont soumis, à des degrés divers, à des phénomènes de fragmentation, de dynamisation et de différenciation. Si, en Allemagne, les partis participent à la formation de la volonté politique du peuple selon les termes de l'article 21 de la Loi fondamentale, la France met l'accent sur le droit de vote, c'est-à-dire sur l'expression de la volonté des électeurs (article 4 de la Constitution). Les partis exercent certes une fonction d'intermédiaire entre le peuple et le gouvernement, mais c'est la représentation qui est mise en avant, non la médiation au service du « peuple » puis la restitution des résultats – rôles qui contribuent pourtant à la formation de l'opinion.

La société civile joue un rôle radicalement différent. Les Français éprouvent une méfiance foncière à l'égard des organisations (politiques comme non politiques, voire non gouvernementales) placées entre l'État et

50. En Allemagne, à ce jour, une seule grève générale a eu lieu, en novembre 1948, pour protester contre l'absence de travail de mémoire sur les crimes nazis et de poursuites judiciaires contre leurs auteurs. Près de neuf millions de personnes y ont participé (Gassert, 2018, p. 49).

51. En France, 98 % des salariés travaillent dans des entreprises couvertes par une convention collective, contre 41 % en Allemagne (chiffres disponibles sur : www.destatis.de et www.deutschlandfunk.de). La directive européenne sur le salaire minimum 2022/2041 impose aux États membres de l'UE d'étendre les conventions collectives à 80 % des travailleurs.

52. Différence qui explique sans doute aussi l'écart entre les taux d'adhésion aux syndicats français (10,3 %) et allemands (16,7 %) malgré le poids social et politique des premiers (chiffres disponibles sur : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr> et www.iwkoeln.de).

53. Cette disparité se traduit bien dans les chiffres : alors qu'en France, pour 1 000 salariés, 93 jours de travail étaient perdus en 2022 à cause d'un conflit social, l'Allemagne n'en perdait que 18 (Frindert *et al.*, 2022).

l'individu⁵⁴. La pensée républicaine française de la nation une et indivisible met l'accent sur l'égalité devant la loi de citoyens libérés de toute obédience collective : cette égalité est garantie par un lien direct avec la nation, « forme privilégiée de lien social » (Schnapper, 1991, p. 361). L'État français est seul dépositaire de la volonté du peuple et seul habilité à agir dans le sens de la « volonté générale » rousseauiste. Les associations privées doivent, logiquement, agir dans l'intérêt de la nation (« intérêt collectif »). Au rebours de cette approche verticale, l'Allemagne se fonde sur des structures fédérales qui mettent en avant l'autonomie des forces sociales. La société civile se voit reconnaître une position particulière dans la mesure où elle institutionnalise des « discours de résolution de problèmes sur des questions d'intérêt général dans le cadre d'une sphère publique organisée » (Habermas, 1994, p. 443). Dans une communauté politique et sociale, la reconnaissance de la diversité et la validation de décisions prises de manière autonome constituent des facteurs essentiels de cohésion. En d'autres termes, la protection des particularités est délibérément privilégiée dans la perspective d'une cohésion renforcée⁵⁵. À l'inverse, sans surprise, la notion de subsidiarité n'est apparue en France qu'avec le traité de Maastricht de 1992 (Hartmeier, 2001, p. 22).

Bien que certains spécialistes des sciences politiques analysent l'abstention comme une approbation silencieuse ou une décision rationnelle (Heidenreich, 2014, p. 56), la démocratie représentative traverse indéniablement des difficultés. En témoignent les formules où foisonne la thématique de la crise⁵⁶ – « malaise de la démocratie », « démocratie vidée de sa substance » (*ibid.*, p. 57), « crise de la démocratie représentative » (Tormey, 2015) –, ou le succès du concept de « post-démocratie » (Crouch, 2004) selon lequel les institutions démocratiques conservent toutes les caractéristiques apparentes de la stabilité mais sont progressivement sapées par les évolutions structurelles.

La contestation qui s'exprime en Allemagne et en France est porteuse de chances comme de menaces pour la démocratie. Son essor est avant tout l'expression d'une démocratie vivante et mérite à ce titre d'être saluée.

54. Les rassemblements et les mouvements sociaux peuvent être considérés comme une menace pour la démocratie constitutionnelle (Urbinati, 2013, p. 137-154) ou l'avatar d'idéaux démocratiques radicaux et utopiques (Righi, 2022, p. 86).

55. Modèle qu'illustrent par exemple la paix religieuse d'Augsbourg de 1555 (« cuius regio, eius religio ») et la paix de Westphalie de 1648.

56. En Allemagne, les rapprochements avec le contexte politique et social de la République de Weimar (1918-1933) se multiplient (Wirsching *et al.*, 2018). Celui-ci se caractérise par l'absence de marge de manœuvre politique et la perte de confiance de la population dans la République. Les opposants saisissent la moindre occasion pour discréditer le régime démocratique, notamment au moyen de combats de rue sanglants et de grèves. En découlent des débats conflictuels sur le modèle démocratique et les modalités de sa mise en œuvre. Mais à l'époque, l'attitude du camp pro-démocratique et les facteurs conjoncturels (légende du coup de poignard dans le dos, lourdes réparations, crise économique mondiale et chômage de masse) exacerbent la polarisation politique (Rucht, 2021, p. 41). En comparaison, la démocratie représentative allemande d'aujourd'hui apparaît plus solide.

Car s'il est vrai que les manifestations actuelles reflètent un mécontentement croissant, les questionnements relatifs à certaines décisions politiques permettent une entrée dans l'engagement politique et sont susceptibles de nourrir un sens de la responsabilité citoyenne. En ce qu'elle permet d'aborder les enjeux structurels de la société (clivages sociaux, mondialisation économique, flux transfrontaliers de migrants et de réfugiés, défis environnementaux et climatiques), la contestation peut porter des mutations institutionnelles répondant à l'évolution des conditions sociales. Car la démocratie, loin d'être un système figé, représente un projet de démocratisation permanente (Habermas, 1961, p. 15). Le développement démocratique est donc un enjeu normatif de la contestation. Le cœur des réformes sociales ne réside ni dans l'appareil politico-administratif ni dans l'opposition parlementaire, mais dans la contestation du système et de la politique. Reste cependant à déterminer la direction que prend la contestation par rapport à la société démocratique : se veut-elle force de destruction ou ferment d'évolution ?

Les manifestations antidémocratiques – en particulier celles de groupes d'extrême droite –, la remise en question du monopole de l'État sur l'usage de la force et la justification de la violence comme moyen légitime de confrontation politique constituent en ce sens une menace pour le tissu démocratique. Les discours populistes (émanant surtout de droite) sur le dysfonctionnement du système démocratique peuvent contribuer à éroder la légitimité des démocraties libérales. Il en va de même des récits mettant en avant une volonté populaire unanime, des théories du complot et des rapprochements des mesures gouvernementales avec des dictatures⁵⁷. Si la probabilité que ces représentations s'ancrent dans de larges sphères de la société reste faible, bien plus redoutable est l'effet de contagion du populisme de droite et, dans une certaine mesure, de gauche, dans le centre (bourgeois), où la pertinence et l'efficacité du système parlementaire sont remis en question et où la méfiance envers les responsables politiques et les médias gagne du terrain.

Rien ne laisse présager actuellement une radicalisation des mouvements de contestation en Allemagne⁵⁸. En France, en revanche, il existe bien un risque de radicalisation accrue, dont témoignent la forte mobilisation et les débordements observés dans le sillage du mouvement des Gilets jaunes et des mobilisations contre la réforme des retraites ; cette dynamique se nourrit de la frustration engendrée par l'absence de répercussions politiques – pourtant escomptées comme l'une des promesses fondamentales de la démocratie. Le recours fréquent par le

57. « Dictature de la santé », auto-identification avec les résistants au nazisme, etc.

58. L'Allemagne connaît depuis la fin des années 1990 une tendance au recul des affrontements violents (Hutter et Schäfer, 2020). La hausse des expressions radicales de contestation liées aux mesures sanitaires de 2020 et 2021 ne s'est pas poursuivie : « Radikalisierungstrend der Corona-Jahre gestoppt », Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, 28 février 2023, disponible sur : www.wzb.eu.

gouvernement français à l'article 49.3, qui permet de contourner la procédure de vote d'un projet de loi au Parlement, constitue un symptôme particulier de ce dysfonctionnement du système démocratique de la V^e République⁵⁹ : il renforce la frustration des citoyens, faisant craindre que le mécontentement existant bascule dans une période durable de colère et de révolte. Le sentiment d'impuissance découlant de l'absence d'influence politique nourrit les tendances à la radicalisation. Reste à voir dans quelle mesure les responsables politiques sauront répondre aux inquiétudes des citoyens et contrer ainsi une radicalisation croissante. La « nouvelle méthode » initiée par le président Emmanuel Macron depuis le début de son second mandat, avec la création du ministère du Renouveau démocratique, représente un premier pas. Des instruments tels que le Conseil national de la refondation⁶⁰, la convention citoyenne⁶¹ ou les votes et consultations en ligne, notamment *via* l'application gouvernementale AGORA⁶², sont susceptibles de renforcer la confiance des citoyens dans la démocratie et son système de représentation politique.

Tout porte à penser que les sujets de contestation constituant des axes de conflits sociaux subsisteront – soit, en France, les revendications nées des inégalités et injustices sociales ressenties par de larges pans de la société, et du démantèlement de l'État providence et des services publics et hospitaliers, thématiques qui ne sont plus portées politiquement. Elles restent latentes jusqu'à ce qu'un événement ou un nouvel acteur les propulse à nouveau au grand jour (Haunss, 2021, p. 95). Aussi apparaît-il d'autant plus urgent, à la lumière des épisodes récents de mobilisation, de mener un débat sur l'élargissement des possibilités de participation institutionnelle dans le système de démocratie représentative⁶³.

59. L'article 49.3 permet d'engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale pour faire adopter un projet de loi sans procéder au vote de l'Assemblée, sauf motion de censure déposée dans les 24 heures et votée par la majorité des députés. Il ne peut y être recouru plus de deux fois par session parlementaire (d'octobre à juin) excepté sur les lois de finance, où son usage est illimité – cas dont relevait la réforme des retraites.

60. Site officiel : <https://conseil-refondation.fr>.

61. Site officiel : <https://conventioncitoyennesurlafindevie.lecese.fr>.

62. À l'automne 2023, le ministère du Renouveau démocratique lance l'application AGORA. Son objectif est d'ouvrir un espace de consultation où les citoyens puissent s'exprimer sur des sujets spécifiques, et de leur permettre de poser des questions au gouvernement. Une fois par semaine, la question bénéficiant du plus grand soutien des internautes reçoit une réponse d'un membre du cabinet. Site consultable sur : www.agora.gouv.fr.

63. Possibilités qui incluent les notions liées à une « démocratie forte » (Barber, 1984), la démocratie de base et les républiques des conseils à structure fédérative (Arendt, 1963) ou un système représentatif enrichi d'éléments référendaires, comme le réclame par exemple l'association allemande « Mehr Demokratie ». Parmi les revendications des Gilets jaunes figurent même des procédures contraignantes de démocratie directe telles que des conseils citoyens qui côtoieraient voire surplomberaient le Parlement.

La démocratie représentative, facteur de renforcement de la participation citoyenne

Aujourd'hui comme hier, le système de la démocratie représentative se justifie par les fondements et normes démocratiques qui le sous-tendent, dont ne disposent pas les structures de participation que sont par exemple les conseils consultatifs ou les « tables rondes ». Néanmoins, le système représentatif souffre d'un dilemme intrinsèque qui le menace d'un « échec constitutif » (Mineur, 2014, p. 52). La représentation politique ne saurait *de facto* refléter fidèlement, dans ses multiples facettes, une société marquée par l'individualisation croissante et la diversification des milieux sociaux. En résultent inévitablement des tensions, car le « décalage structurel entre les formes établies de la représentation politique et les problèmes des gens ordinaires ne peut pas être résolu de manière didactique » (Scherr, 2014, p. 20).

Dans ce contexte, des échanges et des décisions communes s'imposent pour faire progresser d'autres éléments de démocratie directe, afin de redéfinir dans une perspective plus large la participation des citoyens en tant qu'expression et intervention politiques. En renforçant le dialogue avec les citoyens, on se donne les moyens de mieux prendre en compte la complexité des problèmes et des opinions politiques, de faire gagner en réactivité et en vitalité le système parlementaire représentatif et d'élargir l'espace de dialogue que les contestations tentent de susciter et de façonner. Une telle démarche permettrait également de répondre à la demande toujours plus pressante d'une plus grande légitimité des processus de négociation et de décision politiques. À mesure que les échanges des responsables politiques avec le grand public gagnent en inclusivité et en transparence⁶⁴, les citoyens développent des compétences en matière de compromis, de résolution de problèmes, de tolérance à la frustration et d'efficacité personnelle. S'ensuit une culture politique de participation, de débat et de consensus, gage d'une communauté démocratique robuste. Car s'il est important d'accomplir ses objectifs à titre personnel, chacun doit

64. À cet égard, Internet peut être un vecteur de participation politique inclusive pour tous : il facilite l'accès à l'information et la communication en tout temps et en tout lieu, créant ainsi un contre-public. Des voix d'ordinaire inaudibles peuvent se faire entendre dans des débats relayés par des *hashtags* et des pétitions. Cependant, il est essentiel de prendre en compte les pièges des discours en ligne (réduction du contenu et manque de nuance, filtres et désinformation) et de renforcer la protection en ligne afin d'éviter que se développe un espace de non-droit et de radicalisation.

admettre que le jeu démocratique ne saurait systématiquement lui donner gain de cause, et que la cohésion sociale, dans une démocratie libérale, repose sur des mécanismes de compromis.

Les timides tentatives qui ont été menées, grevées par la méfiance persistante des élites politiques à l'égard du souverain (Roth, 2011 ; Rucht, 2018, p. 40-51), peuvent être étouffées. Bien souvent, le dialogue sincère sur un pied d'égalité fait défaut : les citoyens sont écoutés, et de ce fait demeurent cantonnés à un statut d'objets de la politique au lieu d'être reconnus comme ses sujets. Quant aux instruments de démocratie directe tels que les référendums et les consultations populaires sur des décisions relevant de questions de fond ou de gestion du personnel dans la fonction publique, ils ont pour inconvénient d'exclure tout compromis, et donc de donner lieu à des débats polarisés. En outre, ils ne sont pas adaptés à la tenue de débats tels que les arbitrages budgétaires. Le recours à la démocratie directe a ses prérequis : objectifs aux termes clairement définis, délimitation précise des thèmes, préparation, échanges et expertise approfondis, suivi et évaluation scientifique, et communication transparente avec les pouvoirs exécutif et législatif. La pertinence des conseils citoyens délibératifs (ou « mini-publics ») venant compléter le système représentatif est particulièrement évidente lorsqu'il s'agit d'aborder les grands chantiers de la transition sociale, technologique, écologique et économique : les initiatives pionnières telles que l'Assemblée citoyenne de Paris⁶⁵ ou le Conseil berlinois des citoyen.nes pour le climat (Berliner Klimabürger:innenrat⁶⁶) méritent d'être reprises et pérennisées dans les communes et les régions, mais aussi au niveau national. La France et l'Union européenne (UE) ont récemment engagé des programmes de participation avec des débats citoyens (Grand débat, Conférence sur l'avenir de l'Europe, 18 conférences régionales), les inscrivant dans la durée avec des forums citoyens européens permanents et des consultations régulières. Quant au gouvernement allemand, il a inscrit dans son contrat de coalition, à la rubrique « Démocratie vivante », la création de conseils citoyens⁶⁷. Un enjeu crucial consiste à veiller à ce que la participation des citoyens ne soit pas une fin en soi, à ce que les idées et requêtes des participants soient examinées avec sérieux et à ce que le pouvoir exécutif communique ses décisions de manière transparente. De toute évidence, les décisions politiques fondées sur la participation active et les recommandations des citoyens recueillent une plus grande adhésion du reste de la population. La participation n'est porteuse de sens et d'identité que si l'influence politique des citoyens est manifeste.

65. Site officiel : www.paris.fr.

66. Site officiel : www.berlin.de.

67. Voir le contrat de coalition du gouvernement fédéral allemand, p.10, disponible sur : www.bundesregierung.de.

Oser plus de démocratie (citoyenne)

Au niveau européen

Il y a de la participation citoyenne comme des élections au Parlement européen : il ne suffit pas d'attirer l'attention sur l'événement à intervalles réguliers pour susciter la participation. Seul un effort continu de promotion et d'implication des citoyens peut assurer un véritable changement. Aussi les élections européennes de juin 2024 doivent-elles être mises à profit pour promouvoir un Parlement européen capable d'agir. Cette évolution renforcerait l'intégration européenne dans le sens d'une Europe des citoyens, stimulant la participation des citoyens et de la société civile organisée.

- Peut servir de levier le débat mené actuellement sur une réforme de l'UE à la lumière du ou des prochains élargissements de l'UE, avec notamment les réflexions engagées sur un droit européen des associations⁶⁸, un droit électoral européen avec des partis européens forts et des circonscriptions électorales européennes (« listes transnationales⁶⁹ »), des référendums à l'échelle de l'UE, la suppression des obstacles à l'initiative citoyenne européenne, la pérennisation, l'extension et le développement de panels de citoyens européens aux conclusions contraignantes associés aux structures décisionnelles législatives et exécutives (par exemple, en mettant à la disposition des citoyens 0,5 % à 1 % du budget de l'UE, en leur laissant la latitude de se prononcer sur l'affectation de ces fonds).
- La plateforme plurilingue utilisée pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe, dotée d'un outil de traduction intégrant les 24 langues officielles de l'UE (European Resource and Involvement System, ERIS⁷⁰), devrait être pérennisée et développée sous la forme d'une nouvelle « plateforme européenne d'information et de participation ». Elle permettrait de centraliser et d'uniformiser les informations sur les possibilités de participation à l'échelle de l'UE (initiatives en cours ou en développement), de fournir des supports pédagogiques sur la démocratie et des informations sur la politique européenne, ainsi que d'organiser séminaires et formations pour les professionnels de l'éducation formelle, non formelle et informelle.

68. Voir le projet de directive de la Commission européenne sur : <https://eur-lex.europa.eu>.

69. Voir les propositions du Parlement européen sur la réforme électorale de l'UE sur : www.europarl.europa.eu.

70. En vertu de la pratique de l'UE consistant à attribuer des noms de (demi-) dieux aux programmes et aux agences, la plateforme porte le nom de la déesse grecque de la discorde.

Au niveau intergouvernemental

Le cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, qui sera célébré en janvier 2024, pourrait être mis à profit pour consolider la participation et la délibération démocratiques, notamment dans les territoires pas ou peu concernés par la coopération franco-allemande. Dans ce contexte, il importe de prévoir des mesures en vue de renforcer la société civile. Parmi elles pourraient par exemple figurer :

- ▀ La création d'un pôle de formation franco-allemand (Politische Bildung - Éducation populaire, ou « POLBIL-ÉDUPOP ») faisant intervenir des spécialistes des sciences de la politique, des scientifiques, des représentants des autorités et des organisations de jeunesse qui travaillent ensemble à la définition de leur mission, à l'analyse des besoins et à l'élaboration de méthodes didactiques. La réflexion stratégique franco-allemande en la matière peut s'appuyer sur les connaissances, les expériences et les instruments du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté⁷¹, avec une prise en compte spécifique des dispositifs de participation citoyenne⁷².
- ▀ Des projets pilotes conçus et mis en œuvre au niveau local et régional, sur le modèle des partenariats régionaux franco-allemands tels que le conseil citoyen franco-allemand pour la coopération transfrontalière (2020-2021)⁷³.
- ▀ La mise en place de forums citoyens ou de conseils transfrontaliers réunissant les acteurs français et allemands de la société civile ; cette dynamique est susceptible en outre de contribuer au renforcement de la démocratie, notamment au niveau européen.
- ▀ Les échanges entre les administrations françaises et allemandes au niveau local et municipal, qui peuvent également exercer une impulsion décisive dans le développement des compétences européennes et linguistiques au sein des services administratifs.

Au niveau national

Des mesures supplémentaires pour améliorer l'inclusion des processus démocratiques devraient être prises au niveau national :

- ▀ Devraient être introduits l'inscription automatique sur les registres électoraux, le vote par correspondance, la prise en compte des bulletins blancs, l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans et le droit de vote

71. Par exemple la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, disponible sur : <https://rm.coe.int>.

72. Les pistes développées par « Values Unite » peuvent servir de source de réflexion supplémentaire, (disponibles sur : <https://valuesunite.eu>).

73. Site officiel : <https://beteiligungportal.baden-wuerttemberg.de>.

aux élections nationales pour les étrangers, au moins après une durée de séjour minimale⁷⁴.

- Il appartient aux partis politiques non seulement de diversifier leurs effectifs et d'accueillir les groupes marginalisés, mais aussi d'affiner leur positionnement, notamment sur les questions économiques, pour contribuer à la pluralité du paysage politique, afin d'aider les électeurs à mieux cerner les lignes de conflit politique. Il leur faudrait en outre prendre plus au sérieux leur rôle de courroie de transmission entre les citoyens et l'État, et exploiter le potentiel des nouvelles formes de communication médiatique⁷⁵.
- Le recours aux outils numériques (réseaux sociaux, applications, outils de traduction intégrés) peut permettre une meilleure intégration des citoyens dans les forums délibératifs, en fournissant des services complémentaires pour accéder à l'information et l'analyser, pour mener des échanges transfrontaliers sur des questions politiques et pour participer aux processus de décision.
- Il convient d'organiser dans les villes et les régions rurales des forums citoyens, afin de favoriser le dialogue entre personnes issues de différents milieux socio-économiques, de permettre aux jeunes de se familiariser le plus tôt possible avec les enjeux politiques locaux et nationaux et de les inciter à s'engager à titre bénévole.
- Les organisations de la société civile devraient bénéficier d'un soutien financier et structurel ciblé afin de renforcer leur présence dans les territoires délaissés. Il est nécessaire d'offrir en particulier aux jeunes davantage de possibilités de loisirs en dehors de leur cadre quotidien, ainsi que des lieux de rencontre gratuits financés par l'UE (centres portant le logo de l'UE⁷⁶).
- Il incombe aux services publics de mieux se faire l'écho de l'actualité politique européenne *via* des émissions, débats et conférences, afin de stimuler la formation de l'opinion publique. En effet, de la régularité de la couverture médiatique de l'UE dépend la qualité de l'information des citoyens et leur capacité à participer à des débats constructifs sur l'organisation de l'intégration européenne.
- « Make elections great again » : il est opportun de mettre en place une campagne de sensibilisation à l'importance des élections en tant que pilier de la démocratie représentative.

74. Voir notamment la campagne « Voters without borders » sur : <https://voterswithoutborders.eu>.

75. En particulier les parlementaires français (Heikenreich *et al.*, 2014, p. 11).

76. Les bénéficiaires de fonds européens sont tenus de rendre visible le soutien apporté à leur projet.

La démocratie représentative est née de mobilisations contestataires. L'ambition de la faire évoluer en y ajoutant des éléments de démocratie directe répond au souhait des citoyens d'avoir davantage voix au chapitre. Une scène du célèbre film *La Haine* (1995) de Mathieu Kassovitz montre le personnage Saïd passant, dans une rue de Paris, devant une affiche publicitaire où figure un globe terrestre accompagné de la formule « Le monde vous appartient ». Il la tague immédiatement, la transformant en « Le monde appartient à nous ». La scène ne décrit pas seulement un acte de résistance civique : elle illustre également un désaccord de fond. Construire l'avenir de la vie en société appartient à tous. Vivre dans une démocratie implique des droits et des devoirs. La démocratie ne vit que par l'engagement des citoyens qui y participent et évoluent en son sein : elle a besoin que s'élèvent des voix pour dénoncer les dysfonctionnements de la société contemporaine et réclamer des solutions. La contestation, quant à elle, a besoin de la démocratie et de ses libertés civiles pour s'épanouir. Car démocratie et contestation constituent les deux faces d'une même médaille. Elles ne sauraient se passer l'une de l'autre.

Bibliographie

G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, Beverly Hills, SAGE Publications, 1963.

H. Arendt, *De la Révolution*, New York, The Viking Press, 1963.

B. R. Barber, *Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press, 1984.

L. Batigny et S. Gorelick, « The Hour of Revolt: The Gilets Jaunes and the Question of Emancipation », *South Atlantic Quarterly*, vol. 119, n° 4, 2020, p. 856-865.

P. Blavier, *Gilets jaunes : la révolte des budgets contraints*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

M. G. Camell, M. Polleri et F. Puletti, « The Gilets Jaunes: From Declassing to Counter-power », *South Atlantic Quarterly*, vol. 119, n° 4, 2020, p. 866-876.

C. Crouch, *Post-Democracy*, Polity Press, Cambridge/Malden (MA), 2004.

P. Daphi, D. Rucht, W. Stuppert, S. Teune et P. Ullrich, « Occupy Frieden. Eine Befragung von Teilnehmer/innen der „Montagsmahnwachen für den Frieden“ (= ibp working papers 1.2014) » [« Occupy Frieden. Enquête auprès des participants aux Veillées du lundi pour la paix »], Berlin, Institut für Protest- und Bewegungsforschung, 2014, <https://protestinstitut.eu>.

P. Daphi, S. Haunss, M. Sommer et S. Teune, « Taking to the Streets. Disenchanted and Confident Protesters in Germany », *German Politics*, vol. 32, n° 3, 2021, p. 440-468, www.tandfonline.com.

M. Fettin, « Les grèves de 1995. Des manifestations à géométrie variable qui, selon les traditions politiques et syndicales, expriment un certain refus du centralisme parisien », in J.-M. Benoit, P. Benoit et D. Pucci (dir), *La France découpée. Enquête sur la quadrature de l'hexagone*, Paris, Éditions Berlin, 1998, p. 99-103.

J. Frindert, H. Dribbusch et T. Schulten, « WSI Arbeitskampfbilanz 2021 », *Report*, n° 74, WSI, avril 2022, www.wsi.de.

P. Gassert, *Bewegte Gesellschaft. Deutsche Protestgeschichte seit 1945* [Une société agitée. Histoire de la contestation allemande depuis 1945], Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 2018.

T. Guerra, C. Alexandre et F. Gonthier, « Populist Attitudes among the French Yellow Vests », *Populism*, vol. 3, n° 1, Leiden, Brill, 2019, p. 1-12.

J. Habermas, « Reflexionen über den Begriff der politischen Beteiligung » [« Considérations sur le concept de participation politique »], in J. Habermas, L. von Friedeburg et F. Wetz, *Student und Politik*, Neuwied, Luchterhand, 1961, p. 11-55.

J. Habermas, *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaates* [Facticité et validité. Contributions à la théorie du discours du droit et de l'État de droit démocratique], Francfort, Suhrkamp Verlag, 1994.

G. Hartmann et A. Leistner, « Umkämpftes Erbe. Zur Aktualität von "1989" als Widerstandserzählung » [« Un héritage contesté. Actualité de "1989" comme récit de résistance »], *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 69, n° 35-37, 2019, p. 18-24.

M. Hartmeier, « Staat und Zivilgesellschaft in Frankreich und in Deutschland – Versuch der Erklärung verschiedener Stile » [« État et société civile en France et en Allemagne – Un essai de compréhension de la différence des styles »], in G. Ammon et M. Hartmeier (dir.), *Zivilgesellschaft und Staat in Europa. Ein Spannungsfeld im Wandel. Deutschland, Frankreich, Italien, Spanien, Ukraine, Weißrussland* [Société civile et État en Europe, un champ de tensions en mutation. Allemagne, Biélorussie, Espagne, France, Italie, Ukraine], Baden-Baden, Nomos, 2001, p. 10-28.

S. Haunss, « Protestthemen im Wandel der Zeit » [« Histoire de l'évolution des motifs de contestation »], in M. Langebach, *Protest. Deutschland 1949-2020*, Bonn, Bpb, 2021, p. 80-95.

F. Heidenreich, D. Mineur et D. Schulz (dir.), *Die Bürger und ihr Staat in Deutschland und Frankreich* [Les citoyens et leur État en France et en Allemagne], Berlin, LIT Verlag, 2014.

F. Heidenreich, « Was politische Parteien sein könnten – Versuch einer normativen Rekonstruktion » [« Ce que les partis politiques pourraient être – Essai de reconstruction normative »], in F. Heidenreich, D. Mineur et D. Schulz (dir.), *Die Bürger und ihr Staat in Deutschland und Frankreich*, op. cit., p. 55-64.

S. Hutter et S. Teune, « Politik auf der Straße: Deutschlands Protestprofil im Wandel » [« La politique dans la rue : en Allemagne, un profil contestataire en mutation »], *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 62, n° 25-26, 2012, p.9-17.

S. Hutter et I. Schäfer, « Politischer Protest im wiedervereinigten Deutschland. Dossier : Lange Wege der deutschen Einheit » [« La contestation politique dans l'Allemagne réunifiée. Dossier : Le long chemin de l'unité allemande »], Bpb, 2020, disponible sur : www.bpb.de.

B. Klandermans, « The Formation and Mobilization of Consensus », in B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow (dir.), *International Social Movements Research 1*, 1988, Greenwich, JAI Press, p.173-196, <https://users.ssc.wisc.edu>.

M. Langebach et A. Leistner, « 24. November 2014: "Spaziergang durch Dresden" » [« 24 novembre 2014, "promenade" dans Dresde »], in M. Langebach, *Protest, op. cit.*, p. 366-371.

G. Le Bon, *Psychologie des foules*, Paris, Félix Alcan Éditeur, 1895.

C. Lecoivre, « Radikales Klima » [« Climat radical »], in *Auf den Barrikaden. Das Protestjahrzehnt 2011-2021* [Sur les barricades. 2011-2021, une décennie de contestations], Le Monde diplomatique, n° 32, Berlin, taz Genossenschaft, 2023, p. 80-85.

A. Leistner et S. Stach, « 7. November 2020: "Querdenken" » [« 7 novembre 2020 : "Querdenken" »], in M. Langebach, *Protest, op. cit.*, p. 388-391.

S. Lessenich, « Pegida – Hass auf der Straße » [« Pegida – Haine dans la rue »], in *Auf den Barrikaden, op. cit.*, p. 94-95.

P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui », *Études de l'Ifri*, Ifri, octobre 2023.

S. Marg, L. Geigers, F. Butzlaff et F. Walter (dir.), *Die neue Macht der Bürger. Was motiviert die Protestbewegungen ?* [Le nouveau pouvoir des citoyens. Quelles sont les motivations des mouvements de contestation ?], BP-Gesellschaftsstudie, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 2013.

S. Marg, « Macht Protest den Unterschied? Folgen, Wirkungen und Effekte von gesellschaftlichen Mobilisierungen in Deutschland » [« La contestation fait-elle la différence ? Conséquences, effets et répercussions des mobilisations sociales en Allemagne »], in M. Langebach, *Protest, op. cit.*, p. 410-429.

D. Mineur, « La crise de la représentation politique », in F. Heidenreich, D. Mineur et D. Schulz (dir.), *Die Bürger und ihr Staat in Deutschland und Frankreich, op. cit.*, p. 39-54.

W. Müller-Jentsch, *Tarifautonomie. Über die Ordnung des Arbeitsmarktes durch Tarifverträge* [L'autonomie de la négociation collective. Comment les conventions collectives organisent le marché du travail], Wiesbaden, Springer Verlag, 2018.

O. Nachtwey, « Rechte Wutbürger. Pegida oder das autoritäre Syndrom » [« La droite en colère. Pegida ou le syndrome autoritaire »], *Blätter für deutsche und internationale Politik*, vol. 60, n° 3, 2015, p. 81-89.

O. Nachtwey, R. Schäfer et N. Frei, « Politische Soziologie der Corona-Proteste » [« Sociologie politique des courants protestataires pendant la crise sanitaire »], Bâle, Université de Bâle, 2020, <https://osf.io>.

A. Nassehi, « Das große Nein. Eigendynamik und Tragik des gesellschaftlichen Protests » [« Le grand non. Dynamique et tragédie de la contestation sociale »], Hambourg, kursbuch.edition, 2020.

F. Neidhardt et D. Rucht, « Protestgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1950-1994: Ereignisse, Themen, Akteure » [« Histoire de la contestation en République fédérale d'Allemagne de 1950 à 1994 : événements, thèmes, acteurs »], in D. Rucht (dir.), *Protest in der Bundesrepublik. Strukturen und Entwicklungen* [La contestation en République fédérale d'Allemagne. Structures et évolutions], Francfort & New York, Campus, 2001, p. 27-70.

M. Neuber, P. Kocyba et B. G. Gardner, « *The same, only different*. Die *Fridays for Future*-Demonstrierenden im europäischen Vergleich » [« The same, only different. Une comparaison européenne des manifestants de Fridays for Future »], in S. Haunss et M. Sommer (dir.), *Fridays for Future – Die Jugend gegen den Klimawandel. Konturen der weltweiten Protestbewegung* [Fridays for Future – La jeunesse contre le changement climatique. Contours d'un mouvement de contestation mondiale], Bielefeld, Transcript Verlag, 2020, p. 67-93.

J. Pantenburg, S. Reichardt et B. Sepp, « Corona-Proteste und das (Gegen-) Wissen sozialer Bewegungen » [« Les contestations contre les mesures sanitaires et le (contre-)savoir des mouvements de citoyens »], *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 70, n° 3-4, 2021, p. 22-27.

G. Paoli, *Soziale Gelbsucht* [La jaunisse sociale], Berlin, Matthes & Seitz Berlin, 2019.

D. Peitz, « Sturm auf Reichstagsgebäude. Sie brauchen nur dieses eine Foto » [« Assaut sur le Reichstag. La photo qu'il vous faut »], *Zeit Online*, 31 août 2020, www.zeit.de.

N. Pohl, *Atomprotest am Oberrhein. Die Auseinandersetzung um den Bau von Atomkraftwerken in Baden und im Elsass (1970-1985)* [Les mouvements antinucléaires dans le Rhin supérieur. Conflit autour de la construction de centrales nucléaires dans le Pays de Bade et en Alsace (1970-1985)], Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2019.

C. Righi, « Protest Movements' Momentum under Strain: The Inescapable Tension between "the People" and Identity Construction in the Gilets Jaunes Protest », in A. Eder-Ramsauer, K. Seongcheol, A. Knott et M. Prentoulis, *Populism, Protest, and New Forms of Political Organisation*, Baden-Baden, Nomos, 2022, p. 86-108.

R. Roth, *Bürgermacht. Eine Streitschrift für mehr Partizipation* [Le pouvoir des citoyens. Pamphlet en faveur du développement de la participation], Hambourg, Körber, 2011.

D. Rucht, « Wyhl: Der Aufbruch der Anti-Atomkraftbewegung » [« Wyhl: la naissance du mouvement antinucléaire »], in U. Linse, R. Falter, D. Rucht et W. Kretschmer (dir.), *Von der Bittschrift zur Platzbesetzung. Konflikte um technische Großprojekte* [De la pétition au sit-in. Conflits autour de grands projets techniques], Bonn, Verlag JHW Dietz Nachf., 1988, p. 128-164.

D. Rucht (dir.), *Protest in der Bundesrepublik. Strukturen und Entwicklungen* [La contestation en République fédérale d'Allemagne. Structures et évolutions], Francfort & New York, Campus, 2001.

D. Rucht, « Demokratisierung durch Bewegungen? Demokratisierung der Bewegungen? » [« Démocratisation par les mouvements ? Démocratisation des mouvements ? »], *Forschungsjournal Soziale Bewegungen*, vol. 31, n° 1-2, 2018, p. 40-51.

D. Rucht, « Protest und Demokratie », in M. Langebach, *Protest, op. cit.*, p. 20-43.

D. Rucht et D. Rink, « Mobilisierungsprozesse von Fridays for Future. Ein Blick hinter die Kulissen » [« Processus de mobilisation de Fridays for Future. Un aperçu en coulisses »], in S. Haunss et M. Sommer, *Fridays for Future, op. cit.*, p. 95-114.

G. Rudé, *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, New York, Wiley, 1977.

J. Schenke, C. Schmitz, S. Marg et K. Trittel, *Pegida-Effekte? Die Jugend zwischen Polarisierung und politischer Unberührtheit* [Des effets Pegida ? La jeunesse entre polarisation et virginité politique], Bielefeld, Transkript Verlag, 2018.

A. Scherr, « Was nützt sozial benachteiligten Jugendlichen politische Bildung? Anmerkungen zu neuer Unterschichtenerziehung » [« À quoi sert aux jeunes socialement défavorisés la formation politique ? Remarques sur la nouvelle éducation des classes populaires »], *Sozial Extra*, vol. 38, n° 5, 2014, p. 20-21.

D. Schnapper, *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris, Gallimard, 1991.

M. Sommer, S. Haunss, B. G. Gardner, M. Neuber et D. Rucht, « Wer demonstriert da? Ergebnisse von Befragungen bei Großprotesten von Fridays für Future in Deutschland im März und November 2019 » [« Qui manifeste ? Résultats d'enquêtes menées lors des grandes manifestations de Fridays for Future en Allemagne en mars et novembre 2019 »], in S. Haunss et M. Sommer (dir.) *Fridays for Future op. cit.*, p. 15-66.

M. Sommer, E. Steinhilper et S. Zajak, « Wer protestiert? Das Profil von Protestierenden in Deutschland im Wandel » [« Qui sont les acteurs de la contestation ? Le profil des contestataires allemands en mutation »], in M. Langebach, *Protest*, *op. cit.*, p. 44-63.

A. Speit, « Der rechte Rand. Wo man auf Schwarmintelligenz und Heilpraktiker setzt » [« La frange de droite. Où l'on mise sur l'intelligence collective et les naturopathes »], *Taz*, 18 février 2021, <https://taz.de>.

A. Speit (2023a), « Im Land der Querdenker » [« Au pays des Querdenker »], in *Auf den Barrikaden*, *op. cit.*, p. 96-99.

A. Speit (2023b), « Querdenker:innen-Demo in Hamburg. Antisemitische Narrative » [« Manifestation des Querdenker à Hambourg et thèses antisémites »], *Taz*, 16 novembre 2023, <https://taz.de>.

S. Spiegel, S. Nitzke, A. Anton, C. Armlinger et J. Pause « Verschwörungstheorien als narratives Phänomen » [« Les théories du complot comme phénomène narratif »], *Zeitschrift für Fantastikforschung*, vol. 8, n° 1, 2020, p. 20-26, <https://doi.org>.

D. Tartakowsky, « Manifestation, État, démocratie : des années 1980 aux Gilets jaunes », 2021, www.geisteswissenschaften.fu-berlin.de.

S. Tormey, *The End of Representative Politics*, New York, Polity Press, 2015.

L. Tratschin, *Protest und Selbstbeschreibung* [Contestation et auto-définition], Bielefeld, Transcript Verlag, 2016.

C. Türcke, *Erregte Gesellschaft. Philosophie der Sensation* [La société en émoi. Philosophie de la sensation], Munich, C.H.Beck, 2002.

P. Ullrich, *Postdemokratische Empörung. Ein Versuch über Demokratie, soziale Bewegungen und gegenwärtige Protestforschung (ipb working papers 3.2015)* [L'indignation post-démocratique. Un essai sur la démocratie, les mouvements sociaux et la recherche contemporaine sur la contestation], Berlin, Institut für Protest- und Bewegungsforschung, 2015, <https://protestinstitut.eu>.

N. Urbinati, « Le phénomène populiste », *Raisons politiques*, 2013/3, n° 51, Paris, Les Presses de SciencesPo, p. 137-154, 2013, www.cairn.info.

H. Vorländer, M. Herold et S. Schäler, *PEGIDA. Entwicklung, Zusammensetzung und Deutung einer Empörungsbewegung* [PEGIDA. Développement, structure et interprétation d'un mouvement d'indignation], Wiesbaden, Springer Verlag, 2016.

P. Wahl (dir.), *Gilets jaunes. Anatomie einer ungewöhnlichen sozialen Bewegung* [Gilets jaunes. Anatomie d'un mouvement social hors du commun], Cologne, PapyRossa, 2019.

B. J. Warneken (dir.), *Als die Deutschen demonstrieren lernten. Das Kulturmuster "friedliche Straßendemonstration" im preußischen Wahlrechtskampf 1908-1910* [Quand les Allemands apprenaient à manifester. Le modèle culturel de la « manifestation de rue pacifique » dans la lutte prussienne pour le droit de vote de 1908 à 1910], Tübingen, Tübinger Vereinigung für Volkskunde, 1986.

A. Wirsching, B. Kohler et U. Wilhelm, *Weimarer Verhältnisse? Historische Lektionen für unsere Demokratie* [La situation au temps de Weimar ? Quelques enseignements historiques pour notre démocratie], Ditzingen, Reclam, 2018.

Les dernières publications du Cerfa

- K. Mensah, B. Rudloff, [Épis et alliances. La politique agricole allemande, française et européenne entre sécurité alimentaire et respect de l'environnement](#), *Visions franco-allemandes*, n° 35, décembre 2023 (disponible en allemand et français)
- J. Möhring, [Troubled Twins: The FCAS and MGCS Weapon Systems and Franco-German Co-operation](#), *Étude de l'Ifri*, décembre 2023 (disponible en anglais)
- C. Burgdorff, [La CDU après Merkel. Les défis du parti conservateur en tant que nouveau parti d'opposition](#), *Notes du Cerfa*, n° 177, novembre 2023
- P. Manow, [Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui](#), *Études de l'Ifri*, octobre 2023 (disponible en allemand et français)
- A. Salles, [Pénurie de main-d'œuvre en Allemagne ? Entre réalité démographique et besoins du marché du travail](#), *Études de l'Ifri*, octobre 2023
- K. Kober, [Towards a New European Trade Strategy in Times of Geopolitical Upheaval: The German Perspective](#), *Notes du Cerfa*, n° 176, octobre 2023 (disponible en anglais)
- M. Krpata, A. H. Palermo, [L'accord UE-Mercosur : un trilemme insoluble ? Entre règles de la concurrence, ambitions normatives et diversification des approvisionnements](#), *Briefings de l'Ifri*, octobre 2023 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org